

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co., 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 33, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
— Le numéro, 15 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

DERNIÈRES NOUVELLES

PARIS, 9 AOÛT

L'ÉLECTION SÉNATORIALE

DE LA SEINE

Le scrutin pour l'élection du successeur de Victor Hugo au Sénat a été ouvert ce matin, à huit heures, à l'hôtel de Ville.

Contrairement à ce qui avait eu lieu pour les élections précédentes, c'est dans la salle des Prévôts, et non dans la salle Saint-Jean, que l'on a voté.

Le bureau était ainsi constitué :
Président : M. Aubépin, président du tribunal de la Seine.

Assesseurs : MM. Dujarrier, conseiller général; Goudchaux, délégué de Neuilly; Gabriel Robinet, conseiller général; Jules Dreyfus, délégué de Neuilly.

De huit heures à dix heures, le scrutin est peu animé. MM. Songeon, Hubner et Bertron sont arrivés dès l'ouverture du scrutin. On remarque l'arrivée de M. Brisson, qui est venu déposer son bulletin à 8 heures 40. M. Clémenceau est venu voter à 10 heures 15. M. Ranc à 10 heures 45. A partir de ce moment, les délégués deviennent plus nombreux. La grande poussée a lieu entre onze heures et midi.

Il se produit peu d'incidents. Signalements en un qui a passé presque inaperçu, et qui a été provoqué par la distribution d'un appel aux délégués, signé Adolphe Bertron Liberge des Bois, et rédigé dans une note ultra-naturaliste. A l'ouverture du scrutin, c'est le candidat lui-même qui les distribuait en même temps que des bulletins à son nom.

Le commissaire de police du quartier, à qui ce document avait été communiqué par un agent, a fait prier le distributeur de passer à son bureau pour lui fournir des explications; malheureusement, à ce moment, le candidat humain avait cédé ses prospectus à un distributeur d'imprimés qui n'a pu fournir au magistrat aucun éclaircissement.

A midi, le scrutin est fermé. Le dépouillement commence aussitôt. Cette opération, terminée à 1 heure 5 minutes, donne les résultats suivants :

Inscrits : 662. — Volants : 633

MM. Songeon, autonomiste, . . . 337 Elu
Daix, répub. progressiste, . . . 257
Hubner, répub. radical, . . . 14
Bourron, radical socialiste, . . . 8
Divers, . . . 10
Nuls, . . . 6

Parmi les divers, signaux une voix donnée à Marchandon.

INTÉRIEUR

Le monument de Blanqui

Les membres du comité révolutionnaire central ont organisé, pour aujourd'hui dimanche, une manifestation au Père-Lachaise.

L'inauguration du monument funéraire en l'honneur de Blanqui, monument dû au ciseau de Dalou, fournira une occasion « naturelle » de manifester.

On assure que la police entend garder une rue latérale absolue; elle n'interviendra qu'en cas de désordre grave.

Des mesures d'ordres ont été prises par le préfet de police pour empêcher la profanation des tombes. Les gardiens de la paix des 11^e et 20^e arrondissements étaient renforcés par la 4^e brigade centrale. Un détachement de la garde républicaine était sous les armes dans le nouveau pavillon des gardes, situé avenue Castin-Périer.

La tombe de Blanqui est située dans la 9^e division; elle est entourée d'une foule considérable; les assistants portent à la boutonnière un bouquet d'immortelles rouges. Les citoyens Eudes, Vianney et Vailant, conseiller municipal, annoncent qu'ils prendront la parole.

Rouen, 9 août.

Le jury de l'Eure avait condamné à mort Royer, l'assassin des époux Segretien à St-Glaire d'Arcey. La cour de cassation ayant cassé cet arrêt, Royer a été renvoyé devant la cour d'assises de la Seine-Inférieure qui a prononcé hier contre lui la peine de mort.

EXTÉRIEUR

Athènes, 8 août.

Le dîner offert par l'amiral Duperré en l'honneur du roi a été splendide. L'escadre a quitté la Pirée.

Le comte de Mouy partira demain pour Paris.

Sur les instances de M. Delyannis, qui menaçait de donner sa démission, le roi a élargi du service royal son aide de camp Hadji-Pero.

Le départ du roi pour Gmunden est fixé à demain.

Londres, 8 août.

M. et Mme Gladstone se sont embarqués dans la soirée à Greenhithe, à bord du yacht *Sumbour*, appartenant à sir T. Brassey pour leur voyage dans la mer du Nord et sur les côtes de la Norvège.

New-York, 8 août.

Les obsèques du général Grant ont été célébrées hier. Le cortège a quitté City-Hall à dix heures du matin. Les troupes, commandées par le général Hancock, escortaient le corps placé sur un char funéraire attelé de vingt-quatre chevaux.

Tous les membres de la famille Grant, à l'exception de Mme Grant, suivaient le char, venant ensuite le président Cleveland, les anciens présidents Hayes et Arthur, les ministres, les juges, les sénateurs, les membres du Congrès, le corps diplomatique, les gouverneurs des États, les maires de New-York et autres cités.

Le cortège comprenait 400 voitures et s'étendait sur une longueur qu'on peut évaluer à six milles.

L'on estime à cent mille le nombre des assistants.

Des salves d'artillerie et des décharges

de mousqueterie ont été tirées par les troupes après la cérémonie religieuse qui a eu lieu à Riverside-Park, pendant que les guerres sur le fleuve Hudson tiraient des coups de canon de minute en minute.

INFORMATIONS

M. Poubelle, préfet de la Seine part cette semaine pour la côte normande.

De là, il pourra se tenir au courant des faits et gestes des grands électeurs de Caen.

Le préfet de la Seine n'a pas encore officiellement posé sa candidature dans le Calvados, mais il en a le plus vif désir.

Le gouvernement vient d'inviter le conseil d'Etat à préparer un projet de règlement d'administration publique pour assurer l'application de la loi sur les récidivistes.

Ce projet sera discuté à la rentrée et promulgué avant le 1^{er} janvier prochain.

Le *Figaro* de ce matin annonce que l'Allemagne semble peu disposée à prendre part à l'Exposition universelle projetée en 1889.

Nous ferons remarquer qu'il y a trois semaines environ que nous avons donné une information analogue, information puisée dans le monde diplomatique.

Aujourd'hui, nous pouvons la compléter en ajoutant qu'il est question d'organiser, à Berlin, une exposition universelle internationale en 1888.

Cette exposition, précédant d'une année la nôtre, est évidemment destinée à la tuer; tel est le véritable but que poursuit l'Allemagne.

Nous rappelons à nos amis qui auraient des communications à adresser au Comité central impérialiste, que le siège de ce Comité est 29, rue d'Anjou. Les bureaux sont ouverts de deux heures à cinq heures.

UNE MANŒUVRE ÉLECTORALE

Les républicains opportunistes, qui ne reculent devant aucune audace, se sont avisés, ces jours derniers, de prétendre que la « prospérité » existe en France grâce à la République.

A l'appui de cette prétention, vraiment bizarre, certains de leurs journaux ont publié un bilan comparatif d'où il résulterait que le commerce français fait en ce moment avec l'étranger 2 milliards de plus d'affaires que sous l'Empire.

Ne nous payons pas de mots, et sachons établir exactement ce qu'on fond vaut un chiffre.

Selon nos adversaires, les opérations commerciales représentent, à l'heure actuelle, une somme supérieure de 2 milliards à ce qu'elles étaient du temps de l'Empire.

Cette assertion manque un peu d'exactitude, et du total ci-dessus on pourrait largement retrancher 200 millions.

Nous ne voulons, toutefois, pas insister sur cette différence, car la solution du débat dépend de considérations sans précédent plus importantes.

La première considération, c'est que nous achetons à l'étranger beaucoup plus que nous ne lui vendons. Nos importations, en effet, d'après les statistiques officielles, dépassent — année moyenne — de 1,200 millions nos exportations de marchandises. D'où il suit que, si le mouvement commercial de la France se accroit, ce sont les nations étrangères qui en ont tiré le principal avantage. En bonne conscience, les républicains auraient tort de s'applaudir d'avoir contribué à créer un pareil état de choses.

La seconde remarque à faire, c'est que de tout temps et chez tous les peuples l'extension du commerce a suivi les progrès de la population, le développement des moyens de production et des voies de communication.

Les dépenses que l'industrie supporte pour le renouvellement et l'amélioration de son matériel ou de son outillage, celles qu'un pays entreprend pour la construction de nouveaux canaux, de nouveaux ports, de nouvelles routes ou de nouveaux chemins de fer, doivent avoir, comme compensation naturelle, une multiplication équivalente des produits et des échanges.

Ainsi le commerce la logique, ainsi le veut l'équité.

Autrement, les industriels et la nation joueraient un rôle de véritables dupes.

Depuis un quart de siècle, des sommes considérables ont été employées en France à des travaux et à des améliorations de toutes sortes.

Ce gros capital dépensé ne pouvait assurément rester improductif.

Lors donc que les républicains prétendent mettre l'augmentation des chiffres du commerce extérieur au compte de la République, c'est une simple manœuvre pour le corps placé sur un char funéraire attelé de vingt-quatre chevaux.

Tous les membres de la famille Grant, à l'exception de Mme Grant, suivaient le char, venant ensuite le président Cleveland, les anciens présidents Hayes et Arthur, les ministres, les juges, les sénateurs, les membres du Congrès, le corps diplomatique, les gouverneurs des États, les maires de New-York et autres cités.

Le cortège comprenait 400 voitures et s'étendait sur une longueur qu'on peut évaluer à six milles.

L'on estime à cent mille le nombre des assistants.

Des salves d'artillerie et des décharges

que, elle n'a rien de politique, et il n'appartient en aucune façon au parti républicain de s'en prévaloir.

LA PRESSION ADMINISTRATIVE

Les agissements d'un certain nombre de préfets et sous-préfets continuent à mécontenter les adversaires des candidats opportunistes.

Le *Radical* réclame instamment une « épuration préfectorale », à laquelle il croit, d'ailleurs.

« On annonce, dit-il, qu'un mouvement préfectoral pourrait bien avoir lieu d'ici à peu de jours... Parmi les préfets mis en disponibilité, on cite notamment M. Schnerb, préfet de la Gironde. Il y a longtemps que celui-là aurait dû rentrer dans la vie privée ».

Nous ne savons si le *Radical* prend ou ne prend pas ses désirs pour des réalités, et si le gouvernement consentira à changer les préfets opportunistes en préfets radicaux.

Pour cela, il y a une question qu'il faut d'abord se poser : M. Brissson et M. Alphonse Targé, qui craignent tous les deux pour leur réélection, ont-ils personnellement besoin d'un mouvement préfectoral ? Si oui, on peut compter que ce mouvement ne se fera pas attendre.

L'EMPOISONNEMENT

Ce n'est pas un projet moderne dans le parti jacobin, étant donnée l'origine relativement récente de ce parti, que de mettre la main sur l'enseignement de la jeunesse, et de pervertir les nouvelles générations, que de les façonner pour subir une dégradation tyrannique, en falsifiant l'histoire, en mentant effrontément à la face du présent, lorsqu'il s'agit du passé. La conception remonte aux temps conventionnels et elle fut vite mise en œuvre. Dès 1822, de Maistre pouvait dire, sans craindre un démenti de la part des gens instruits, que l'histoire était devenue une conspiration permanente contre la vérité.

Le chemin que les apologistes révolutionnaires, depuis M. Thiers jusqu'au colonel Lisbonne, dernier venu des apologistes de Marat, ont parcouru sur cette voie, est marqué par les débris de justice et de bonté qui les plus éclatants. Dans la relation qu'ils ont écrite des actes du jacobinisme de 1793 à 1796, M. Thiers, M. Mignet, M. Louis Blanc se montrent tout aussi soucieux de passer à côté de la vérité, de déguiser l'odieux des faits et des mobiles sous une parure de sentiments supposés que le peuvent être M. Lissagaray, M. Félix Pyat ou le prénommé M. Lisbonne, lorsqu'il s'agit du 18 mars 1871 et de ses suites. En 1820, alors que la plupart des envieux de la grande époque révolutionnaire étaient encore vivants, le seul nom de Robespierre provoquait encore des soulèvements d'exécution même parmi les républicains. Personne n'osait traiter ce scélérat en politique, et transformer en application d'un système les mobiles personnels et bas qui dominèrent son gouvernement. M. Mignet d'abord, puis M. Thiers qui écrivit les premiers volumes de son *Histoire de la Révolution* sur les notes de Talleyrand, donnèrent le signal des réhabilitations scandaleuses. Ils sentaient bien, ces ouvriers de la démolition sociale, que, pour gagner le peuple à la cause de la haine et de l'erreur, il fallait lui cacher la vérité. Lors donc que cette impulsion eut été donnée, ce fut un débordement d'audaces impudentes dont les fastes d'aucun peuple ne nous offrent aucun équivalent.

Les idées les plus sanguinaires et les plus grotesques de la Révolution eurent leurs panégyristes et leurs pontifes. Quarante ans après le régime des échafauds, on célébra sans rire le désintéressement de Mirabeau, la probité de Danton, la moralité de Camille Desmoulins, les vertus de Marat, comme si la conscience publique ne pouvait plus s'insurger contre ces falsifications de réalités encore presque vivantes. Et de fait, sauf les protestations de quelques vieillards dont la mort éclaircissait chaque jour les rangs, personne ne protesta. C'est que la légende était créée déjà; qu'elle s'était infiltrée dans l'enseignement public, à la faveur de complaisances toutes prêtes; c'est que déjà le parti jacobin s'était emparé de l'éducation de la jeunesse, et préludait par la réhabilitation de son passé aux coups de force de son avenir.

L'empoisonnement des intelligences par le mensonge est donc une pratique invétérée dans ce parti, et, lorsque nous voyons les continuateurs de la politique conventionnelle, heureusement émasculée par les jouissances abusives d'une vie purement matérialiste, imposer d'autorité aux générations nouvelles la lecture des élocutions soi-disant patriotiques ou civiques de M. Paul Bert, de M. Compiègne ou de M. Edgard Monteil, dont il a été ici parlé, nous sommes forcés de reconnaître qu'ils sont fidèles aux traditions dont ils se réclament.

Nous ne sommes donc ni indignés ni surpris de voir paraître successivement ces abominables petits livres scolaires où, sous prétexte d'informer les jeunes Français de leurs droits, on s'apaise en leur âmes la notion des devoirs et de la moralité banale. Les sectaires, qui veulent

transformer la France moderne en asile du fanatisme et de la haine, sont dans leur rôle lorsqu'ils calomnient les gouvernements passés. Mais, qu'à la faveur de subterfuges administratifs, on impose la lecture de ces ignominies révolutionnaires aux enfants mêmes que la sollicitude des pères de famille en espèrent préserver; mais que ces productions immondes se glissent, sous le couvert des approbations académiques ou universitaires, jusque dans les distributions des prix d'établissements libres et dirigés par des croyants, c'est ce qu'on aura peine à comprendre, à admettre, et c'est pourtant ce qui advient.

Nous avons sous les yeux un petit livre qui a été donné en prix à un élève de l'institution Saint-François de Salles, à Gien, lors de la dernière distribution de récompenses présidée par Mgr l'évêque d'Orléans. Cet opuscule est intitulé : *Lectures patriotiques sur l'histoire de France*, par J. D. Lefrançais; il a été édité, à Paris, par la maison Delagrave. Jamais les erreurs scientielles, les calomnies préméditées contre les régimes monarchiques et contre l'empire n'ont été aussi abigées avec une passion plus fervente, et présentées au public avec une plus ferme impudence ou une plus sottise naïveté. Le livre est à lire et même à acheter, puisque, si nous ne nous trompons, il ne coûte que quinze sols. On y voit que, dans l'ancienne France, les nobles étaient un ramassis de coquins et que le peuple une horde de mendiants, l'existence de la bourgeoisie étant d'ailleurs ignorée ou volontairement passée sous silence par ce savant et ce patriote à quinze sols. On y voit que Napoléon I^{er} a été simplement un général de la République française, qu'il n'a gagné de victoires que quand il était républicain et qu'il a rétabli l'esclavage — par exemple on ne dit pas où. Bref, c'est du Loriquet retourné.

On ne peut suspecter assurément ni les directeurs de l'institution Saint-François de Salles à Gien, ni Mgr Coullé qui présidait la distribution des prix, d'avoir voulu mettre aux mains de leurs élèves un livre odieux et révoltant. Il y a eu erreur, évidemment, mais comment expliquer l'erreur ? C'est malheureusement fort simple.

Il existe un catalogue officiel des livres qui peuvent être donnés en prix aux enfants des écoles. Ce catalogue, dressé par les soins du ministère de l'instruction publique, est à la fois un monument de partialité et d'hypocrisie. Les plus détestables productions de l'esprit et de la littérature sordides y figurent et s'y dissimulent sous des titres humbles ou menteurs. Les directeurs d'institutions vont y puiser d'autant plus volontiers, qu'ils ont à compléter les inspecteurs de l'enseignement et à se concilier leur bienveillance. Ils ne sauraient lire préalablement tout ce qu'ils prennent, et, croyant tomber sur des *selectae* de narrations patriotiques, ils tombent de bonne foi sur la prose de M. J. D. Lefrançais.

C'est ainsi que l'empoisonnement intellectuel et moral des générations nouvelles se poursuit en France sous les auspices du parti jacobin : empoisonnement clandestin qui s'exerce par une véritable tromperie sur la qualité de la marchandise vendue, empoisonnement qui atteint la vérité et la foi dans leurs sources, et sur lequel nous avons encore beaucoup de détails à fournir — ce qui sera l'objet, prochainement, d'une autre série de réflexions.

Nous avons seulement, aujourd'hui, voulu signaler le fait, et la tendance à l'indignation publique, et prouver que la révolution est toujours l'école du mensonge et de la supercherie. Il nous semble que c'est fait.

L'agence Havas nous a communiqué le texte de la lettre de M. Jules Ferry, lettre que nous avons signalée hier d'après un résumé télégraphique, et que l'ancien président du conseil a adressée au *Petit Marseillais* pour réfuter une note publiée par ce journal.

Comme il était bien aisé de le prévoir, M. Jules Ferry ne fournit aucun argument, aucune preuve; il se borne à tourner la difficulté, suivant sa coutume, et se contente d'affirmer :

« Je que loin d'avoir accordé à M. Bavier-Chauffour des concessions de mines au Tong-King, le ministre des affaires étrangères du dernier cabinet a notifié, à plusieurs reprises, au gouvernement annamite, que toute concession faite par la cour de Hué, postérieurement au traité du 6 juin 1884, était, aux yeux du gouvernement de la République, nul et non avenue ».

« 2° Que c'est en vertu des instructions directes et formelles de M. Ferry, que notre ministre résident à Hué, l'honorable et habile M. Lemaire, a poursuivi et obtenu, sans peine, la signature d'une convention complémentaire qui soumet les mines du Tong-King et en particulier les gisements de houille de la baie d'Halong, non au régime de la concession directe, mais à l'adjudication publique ».

M. Jules Ferry a beau ajouter qu'il n'y a pas un mot de vrai dans ce qui a été raconté au sujet des faveurs accordées par lui à M. Bavier-Chauffour, sa réponse est vague, et, pour tout dire, ne répond à rien.

M. Jules Ferry peut déclarer peut-être que son cousin n'a pas bénéficié des concessions qu'il lui a accordées; mais ces concessions ont-elles moins été faites ? N'est-ce pas la révélation faite par un

journal de Paris, qui a d'abord arrêté l'affaire ?

Et, si cette même affaire n'a pas été reprise, n'est-ce pas en raison de la chute du cabinet Ferry ?

N'est-il pas exact encore que la question est toujours pendante, et qu'il ne lui manque que la ratification de M. de Freycinet qui, mis au courant des choses, la refuse ?

Enfin, n'est-il pas vrai que M. Bavier-Chauffour a rétrogradé les mines (preuve qu'il se considérait comme concessionnaire) à une Compagnie qui attend encore que la concession produise son effet ?

LES TRAVAUX DE PARIS ET L'EMPIRE

Quand on vient à parler des travaux de Paris, la pensée naturellement se reporte à l'Empire, et l'on compare aussitôt l'activité productive qui régnait alors avec la tendance funeste à l'inaction qui existe aujourd'hui.

Ce souvenir a été rappelé d'une façon très opportune par l'honorable M. Marius Martin dans l'une des dernières séances du conseil municipal.

Nous ne saurions mieux faire que de nous inspirer de son discours pour le développement de la thèse que nous avons énoncée au début de cet article.

Avant 1852, Paris avait une surface de 3,402 hectares, que l'annexion a portée à 7,802, soit une augmentation de 4,400 hectares.

La population était de 945,000 habitants et ne pouvait pas se développer, encreée qu'elle était dans une enceinte infranchissable. Elle est aujourd'hui de 2,300,000 habitants.

Pour rendre ces 4,400 hectares habitables, il a fallu bâtir 10 mairies, 71 écoles, 22 églises; construire plus de 165 kilomètres d'égouts, des rues, des boulevards qui font l'admiration du monde entier.

Ces travaux ont porté sur plus de la moitié de Paris, et n'ont pas profité en conséquence — comme on a essayé de le dire — qu'aux seuls arrondissements du centre.

La transformation de Paris a coûté 1,865 millions. Dans ce chiffre, les travaux de voirie entrent pour 884 millions; les eaux et égouts pour 157 millions; les écoles, lycées, facultés, mairies, l'hôtel de Ville, pour 129 millions; les hôpitaux, les églises, pour 117 millions; les halles, pour 38 millions; les bois de Boulogne et de Vincennes, les squares entrent dans cette somme pour 200 millions.

Ici encore il y a lieu de faire observer que les dépenses n'ont pas été exclusivement affectées à des travaux de luxe. Comment a-t-on pourvu cette dépense de 1 milliard 865 millions ? Ce sera intéressant à connaître.

Les excédents de recettes ordinaires sur les dépenses de même ordre, les recettes extraordinaires et les ressources spéciales ont procuré 856 millions. Il a donc fallu demander le reste, soit 1 milliard 9 millions, à l'emprunt, ou plutôt aux divers emprunts qui ont été contractés de 1855 à 1871.

L'intérêt et l'amortissement de ces emprunts coûtent 43 millions. Or, qu'est-ce que la population parisienne a eu en compensation de cette charge de 43 millions ?

La création du service des eaux et égouts, qui a coûté 157 millions, rapporte annuellement 11 millions 65,000 francs; pour les abattoirs, une dépense de 38 millions donne annuellement 3,360,000 francs.

Les Halles centrales donnent 3,246,700 francs.

Les autres marchés 3,852,000 francs.

Les droits de stationnement 789,000 francs.

Total : 22 millions.

La Ville touche aujourd'hui cette somme, et elle continuera à la toucher quand les emprunts auront été remboursés, — époque qui est prochaine, car tous ces emprunts sont à court terme, sauf celui de 1871.

Voilà les résultats de l'agrandissement de la capitale.

Personne n'ignore que chaque habitant de Paris paye à l'octroi 70 francs par an. Ces chiffres sont les mêmes qu'il y a quarante ans. Ils représentent 95 millions.

Si la population a augmenté, les droits d'octroi sont demeurés stationnaires.

C'est pas tout. Paris a été assaini, 49,000 mètres de rues qui ne mesuraient pas sept mètres de largeur, ont été supprimés. Ce fut une première cause d'insalubrité qui disparut ainsi.

Elles ont été remplacées par des avenues larges où l'air et la lumière circulent à flots amenèrent bientôt la santé et la vigueur, là où régnaient le rachitisme et l'anémie; 950 kilomètres de voies de 24 mètres de largeur, en moyenne, furent percés dans l'ancien Paris, 450 kilomètres de 18 mètres dans les communes annexées.

C'est pourquoi Paris se trouve maintenant refractaire aux épidémies, et pourquoi l'an dernier, quand le choléra vint frapper à nos portes, il n'a pas pu s'acclimater.

La Ville ne fut pas seule à bénéficier des recettes amenées par l'exécution de tous les travaux dont l'énumération précède.

L'Etat en eut sa large part. Il était donc de toute justice que la population parisienne ne fut pas seule à supporter les charges.

C'est ce que comprit parfaitement le gouvernement de l'Empereur, et il demanda aux Chambres d'accorder à la ville de Paris une subvention de 95,000,000 par l'allocation était justifiée notamment par la plus-value des recettes des droits d'entrée sur les liquides.

Eh bien ! ce qui fut fait alors, M. Ma-

rius Martin réclame vainement depuis plusieurs mois qu'on le renouvelle aujourd'hui.

Une proposition a été présentée par lui, revendiquant le droit, pour la Ville de Paris, d'obliger l'Etat à contribuer à des dépenses au bénéfice desquelles il participera dans une large mesure. Cette proposition a été l'objet d'un ajournement déguisé sous la forme d'un simple renvoi à la commission du budget.

Le logique et l'équité conseillaient cependant de la prendre en considération immédiate.

Les comparaisons que nous venons d'établir ne sont donc pas du tout à l'avantage de la République.

ÉCHOS

M. Jules Ferry est arrivé à Lyon hier soir, à dix heures vingt minutes, à la gare de Perrache.

Il a été reçu par MM. Bard, Maynard, Rebatel, président du Conseil général, représentant une fraction du comité central.

Plusieurs milliers de personnes stationnaient sur la place Perrache, attendant la sortie de l'ancien président du conseil.

M. Ferry monta immédiatement en voiture, mais à peine avait-il été aperçu par la foule qu'il s'écr

LETTRES ALGÉRIENNES

VI

La Magistrature

La cour de cassation, toutes chambres réunies, consultée par M. le garde des sceaux, a rendu, le 9 juin dernier, dans des circonstances particulières, une décision qui a causé autant de surprise que d'émotion dans les rangs de la magistrature algérienne qui se croyait, bien inamovible de par la loi du 30 août 1883.

En effet, cette décision de la haute cour, inattaquable au point de vue de la doctrine, va à l'encontre de l'opinion émise par le premier président Sultana, dans son recueil de Législation algérienne. — La loi de 1883, dit-il, a classé la magistrature de l'Algérie au même rang que la magistrature de la Métropole et lui a garanti les mêmes avantages.

M. le procureur général Pompié, de son côté, en audience solennelle (9 avril 1885) s'exprimait avec l'emphase oratoire qu'on lui sait : « Pour compléter l'assimilation de la magistrature algérienne à celle de la Métropole, une dernière consécration nous manquait : celle de l'inamovibilité... Cette garantie, dont la magistrature algérienne s'est montrée si complètement digne, lui a été donnée par la loi du 30 août 1883 ».

Il est réellement fâcheux pour ces deux éminents magistrats que la cour de cassation soit venue deux mois après, jour pour jour, leur infliger un cruel démenti. Voici dans quelles circonstances :

Un magistrat à robe rouge, homme intégral et juriste distingué, n'avait su résister à un entraînement qui, certainement, ressortissait à la pathologie, et il avait épousé malgré ses soixante ans.

Cat un *folle* général dans le club féminin appartenant à la magistrature. M. le premier oublia les services et les arrêts rendus. — M. le procureur général trouvait la occasion de se refaire une virginité — chose qu'il avait horizontalisée depuis longtemps.

C'est à cette occasion que le garde des sceaux saisit la cour de cassation de la question d'inamovibilité. Nous avons fait connaître plus haut sa décision : nous ajouterons que cette décision est inattaquable. La loi de 1883 est avant tout une loi d'épuration, de classement et d'amoindrissement, et nulle part nous ne trouvons dans son texte un mot, même par à peu près, qui ait trait à la question d'inamovibilité de la magistrature algérienne. Nous savons que l'école de droit d'Alger a essayé récemment de soutenir la thèse contraire ; mais le professeur distingué à qui nous devons cette étude de circonstance n'a pu porter la conviction dans notre esprit.

Nous ne reprendrons pas ici les phases de l'organisation de la justice en Algérie. Depuis le premier arrêté (9 septembre 1839), qui institue à Alger un tribunal spécial composé d'un président, de deux juges et d'un procureur du roi, le contingent en dernier ressort jusqu'à 12,000 francs a été confié au général commandant l'armée d'occupation — jusqu'à l'ordonnance du 13 décembre 1842, qui faisait du procureur général le chef de la justice, il ne peut être question d'inamovibilité : le personnel de la justice ressortit au ministère de la guerre.

Nous pourrions citer encore un arrêté du chef du Pouvoir exécutif (1848) qui rattache la magistrature algérienne à celle de la métropole et la place sous « la surveillance et l'autorité exclusive du garde des sceaux ».

C'est à l'Empire que l'on doit l'organisation actuelle (décret du 15 décembre 1853) ; on créa sous le ministère du Prince Napoléon la première présidence et la chambre des mises en accusation.

Aucun décret ne vise l'inamovibilité de la magistrature algérienne, et si celle-ci n'a pas le prestige ou la considération dont jouissait, avant l'épuration, la magistrature de la métropole, c'est moins peut-être la faute des hommes que celle de l'organisation. Nous avons été témoins d'actes de faiblesse qui ne se seraient certainement pas produits si l'inamovibilité eût existé.

L'ensemble des magistrats du siège est bon, honnête, et la faiblesse des chefs tient surtout aux circonstances ; la liberté de la presse à outrance, en regard de l'amovibilité, est une mauvaise chose ; car cette situation tend à créer des fonctionnaires plutôt que des magistrats.

La politique aggrave le mal, les consciences ne sont pas à l'aise, la crainte de perdre une position péniblement acquise amène nécessairement certains troubles sinon quelque compromission.

On a souvent critiqué la magistrature algérienne, au point de vue de son recrutement. Assurément il y a là quelque chose à reprendre, surtout avec le régime parlementaire. Lorsqu'il y a une position à conquérir, — c'est à qui décrochera la timbale. De là des démarches compromettantes pour la dignité de la corporation : nous avons rencontré dans l'ancien-chambre un député, avocat-défenseur de son état, des magistrats de tout rang qui étaient là en solliciteurs ou en trembleurs.

De temps à autre, sous prétexte de nous infuser du sang nouveau, on nous envoie de France des avocats sans cause ou qui, de sous-préfet in partibus, arrivent d'embolie à la cour ; ils ont bien changé de costume ; mais quel prestige, quel renfort apportent-ils à la tradition et à la doctrine ?

Depuis l'extension des territoires civils, sous le pontificat du *Petit-Arthur*, le nombre des Justices de paix s'est singulièrement accru. On a dû en improviser le personnel : ce sont pour la plupart de jeunes licenciés de vingt-cinq ans, des clercs de défenseur, ou d'avoué que l'on nomme titulaires.

Il faut voir ces décrets du barreau, nouveaux arrivés des fêtes de village, flirtant avec les filles d'auberge, faisant de l'arbitraire et, par-dessus tout, ignorant le premier mot du droit administratif musulman et du statut indigène.

Il se formeront, dit-on, c'est fort bien ; mais, en attendant, tout en sablant le champagne on l'absinthe au cabaret, ils tiennent en leurs mains l'honneur et l'intégrité de la justice algérienne.

Vous allez en juger : le juge de paix à compétence étendue, et ils le sont presque tous, seul, livré à lui-même, connaît des affaires en matière civile et commerciale, jusqu'à concurrence de mille francs en premier ressort ; il exerce les fonctions de président de première instance comme juge de référés et ordonne toutes mesures conservatoires ; en police correctionnelle, il connaît de toutes les contraventions, des délits de chasse, qui sont de la compétence des tribunaux, et de toutes délits n'entraînant pas une peine supérieure à 6 mois de prison ou à 500 fr. d'amende.

Et c'est à des licenciés en droit, à des jeunes gens de vingt-cinq ans, dont on n'a pas le pouvoir aussi exorbitant ! On reste con-

fond de l'imprudence du législateur de 1854 qui a créé cette organisation — et qui ne trouve son excuse que dans le peu d'étendue des territoires où devait être faite l'application du décret du 19 août.

Il y a là assurément une réforme à faire à tous les points de vue.

Nous attendons le mouvement qui doit nous donner un premier président ; bien des compétitions sont en présence. On prétend que le candidat du ministre est un conseiller à la cour d'appel de Paris.

Nous avons connu ce magistrat de toutes les couches, lorsqu'il était substitut, il y a longtemps de cela. Sous l'administration du général Chanzy, il jouait au bonapartiste à tous crins, il en aurait revendu à un membre de la Société des Dix Décembre ; de plus, il affectait un érudition ardent. — Il est vrai que le premier président de cette époque, le très honorable M. Caniac, était catholique pratiquant.

Depuis, les temps ont changé. Sans fortune, il s'est plié docilement aux circonstances ; d'après les plus récentes informations, ce magistrat à robe rouge aurait doublé sa toge de même couleur, au point de vue politique, et le clercier serait devenu un libre-penseur *di primo cartello*.

On se demande quelle serait l'autorité d'un tel premier président sur ses collègues, et vis-à-vis de la presse, qui pourrait rajouter certaine question d'intérêt de famille, ou le caractère du magistrat a été quelque peu ébréché.

S'il faut de tels hommes à M. le garde des sceaux Brisson, nous sommes en droit de nous demander :

Qu'est-ce donc que l'austérité ?

1^{er} août 1885.

A. ES SADOCK.

GAZETTE DE PARIS

LES FEMMES DE LETTRES MODERNES

SILHOUETTES

VII

Gyp

Je n'apprendrai rien à personne en disant que M. Gyp n'est autre que la comtesse de Martel et qu'elle habite dans le parc de Neuilly un grand jardin au milieu duquel est bâtie une petite maison. Si, en suivant le boulevard Bineau, à travers le lierre qui tapisse la grille de l'une des propriétés qui le bordent, vous entendez de joyeux cris d'enfants et des éclats de rire perlés ; si, par des jours que laissent les feuilles capricieuses, vous entrevoyez trois jeunes enfants, deux garçons et une petite fille, à la mine intelligente et éveillée, puis une grande sœur qui joue avec eux, qui court, qui chante, qui bat des mains et rit aux éclats, pendant qu'un bon chien aboie de plaisir en suivant la troupe charmante ; arrêtez-vous, vous avez devant les yeux Mme de Martel, que vous avez prise pour la grande sœur de ses enfants.

Ces enfants n'ont rien, et je les en félicite bien vivement, de l'épouvantable « Petit Bob » que les lecteurs de la *Vie parisienne* n'ont pu oublier.

Ceci exposé et étant entendu que la personne de Mme de Martel est en dehors de ce que je pourrais dire, je vais pouvoir évaluer mon effort et faire savoir toute l'horreur que j'ai pour la littérature de Gyp et pour le « Petit Bob » en particulier.

Certes, Gyp a de l'esprit, mais il en a trop ; certes, ses récits sont pleins d'une observation réelle, très fine, mais cette observation ne s'attache qu'à des laideurs morales bien habillées.

Si le succès n'était pas venu à Gyp aussi éclatant, aussi bruyant, je ne chercherais pas à réagir, mais c'est précisément ce succès qui m'attriste et, en deux mots, je vais dire pourquoi :

Gyp a créé une famille bizarre : M. d'Alay, le mari, fort élégant, mais d'une nullité rare même à notre époque, et Paulette d'Alay, sa femme, qui est bien l'être le plus corrompu et le plus corrompé que l'on puisse rêver, ne s'occupant que de chiffons, de rubans, de robes et de valeurs, de chasse et de chasseurs. Elle fait de l'escrime, joue la comédie, dit du mal de ses amis, rend leurs maris tout bêtes, monte à cheval, est de toutes les parties où la liberté des allures est acceptée, joue au croquet, au billard, fait des visites pour montrer son esprit comme elle va à l'église pour montrer ses toilettes et au théâtre pour faire voir sa beauté.

Le troisième personnage de cette famille, c'est Bob, l'enfant, le petit Bob, qui accompagne son chien Léon, car dans le monde de Gyp on donne aux chiens des noms d'enfants et aux enfants des noms de chiens ; ce gamine de dix ans est spirituel comme M. de Voltaire et cynique comme Diogène ; c'est un véritable monstre, produit d'une dépravation à laquelle je ne veux pas croire.

Et voici pourquoi j'en veux à Gyp : c'est que ces livres donnent de la femme française en général une idée absolument fautive ; nos mœurs, nos femmes et nos sœurs n'ont rien de ce diable enfantin que s'appelle Paulette d'Alay, que bien des gens, surtout à l'étranger, prennent comme le type de la Parisienne.

Enfin ces livres ont encore une autre influence néfaste : ils donnent une fautive idée de ce qu'on appelle le « chic » ; la bourgeoisie ne voit la grande dame que sous ces traits ; elle s'empresse, dès qu'elle le peut, de l'imiter dans la mesure de ses moyens, et après avoir créé Paulette sur le papier, on risque d'en faire naître dans la vie réelle. Le vice est montré sous des dehors trop séduisants — hélas ! ne l'est-il pas assez par lui-même ?

Mon Dieu, je pars peut-être en guerre contre des moulins à vent ; mais j'ai tellement peur qu'on jette beaucoup de bonnets par-dessus ces moulins-là, qu'on m'accusera de batailler contre eux.

Hélas ! l'espace m'a été mesuré et c'est pourquoi je ne reste à parler encore de bien des femmes de talent : de l'aimable mondaine qui signe Violetta à l'*Événement* ; de Mme Claude Vignon, chez qui on ne sait lequel il faut admirer du sculpteur ou de l'écrivain et qu'on admire tous deux, car tous deux le méritent ; de la charmante et toute jeune Jacques Vincent, si aristocratique et que les lecteurs de la *Revue des Deux-Mondes* connaissent bien ; de l'étrange phénomène qui se cache sous le nom de Rachilde, une jeune fille de vingt-trois ans, dont la conduite est à l'abri de tout reproche et

qui a écrit un livre épouvantable de corruption, qu'elle n'a sans doute pas compris. Pour faire oublier ce volume, il lui faudra beaucoup de talent, mais j'ai la conviction qu'elle y parviendra. Mlle Rachilde est le tempérament le plus bizarre de notre littérature contemporaine, qui, cependant... Lorsqu'on la voit, avec son air simple et ses yeux bleus, toute petite, toute mignonne, et qu'on se souvient du livre dont j'ai parlé, on ressent une sorte de malaise fait de sympathie, de tristesse et d'étonnement et l'on se croit en face d'un rêve de Baudelaire réalisé.

Que de haines ne vais-je pas m'attirer en ne parlant pas autant qu'elle : le mépris de Mme Camille Delaville, qui de plus d'esprit qu'elle ne le voudrait ; d'angoisse, la spiritualité et l'aimable causeuse ; de Mlle Mary Sumner, dont les romans sont des œuvres d'érudition, des études pleines de science et d'intérêt ; de Mme Paschkeff, l'introductrice voyageuse ; de Mme Gagneur ; de Mlle Louise Lasserre, une vaillante qui ne peut manquer de conquérir un rang remarquable ; et enfin de Mme Carrey, qui a publié deux volumes de poésie et qui prépare un roman simplement intitulé *Marie*, qui sera une révélation.

Encore une fois, que les oubliées me pardonnent !

EUGÈNE BRIEUX.

LA MALADIE & LA MORT

DE L'AMIRAL COURBET

L'Abbéville donne, d'après M. Doué, médecin en chef de la marine à bord du *Bayard*, qui vient de rentrer en France, des renseignements sur la maladie et la mort de l'amiral Courbet :

C'est au mois d'avril dernier que l'amiral, épuisé par la fatigue, succombant sous l'excès du travail, reçut la première atteinte du mal qui devait l'emporter. Un moment on put craindre que cette terrible secousse eût un fatal dénouement, mais l'énergie du marin était si grande que cette fois il se releva.

Autour de lui, cependant, on se faisait peu d'illusions.

Son état-major, inquiet et prévoyant les conséquences de la mort d'un tel chef, se supplia d'écarter aux instances de la Faculté et de demander son retour en France.

Tous signèrent à ce sujet une pétition au ministre.

Quant on la présenta à l'amiral, il la lut, non sans émotion, en voyant de quelle affection il était entouré ; mais après avoir remercié ceux qui lui l'avaient présentée, il la déchira avec un sourire :

« Moi, quitter ces braves enfants, dit-il, jamais ! »

Le docteur crut alors devoir intervenir. Il lui montra la gravité de sa situation, lui fit entrevoir la possibilité d'une rechute que les grandes chaleurs pourraient lui faire subir, certainement, serait mortelle. Ce cœur vaillant résista à toutes les prières de la Faculté, comme il avait résisté aux conseils et aux sollicitations de ses amis. Il répondit simplement : « Mon devoir est de rester ici, j'y resterai jusqu'au bout. »

Pendant que les médecins du reste, sa santé paraît être un peu revenue, l'amiral se plaignait jamais ; jamais il n'appelait son médecin, et son domestique inquiet et alarmé ne venait que pour lui apporter le nécessaire.

La nuit dernière, vers deux heures, l'amiral fut atteint d'une attaque de la maladie. Lorsque tout fut terminé il appela ses officiers et leur montra la montagne sur laquelle étaient bâtis les forts qui complétaient la défense de ces îles, les invita tous à déjeuner le lendemain sur le sommet de cette montagne, d'où les regards mieux voir la nouvelle terre que leur sang et leur vaillance venaient de donner à la France.

Bien que très fatigué, il s'y rendit à cheval. Le trajet était de vingt kilomètres. Pendant ces quatre lieues, la musique des zéphyrs, qui escortait l'état-major, ne cessa de se faire entendre. Cette excursion fut pour l'amiral une véritable triomphale. Les soldats avaient, sur le passage de leur chef, dressé des arcs de triomphe, et, de distance en distance, ils venaient lui présenter un bouquet, des fleurs, des couronnes de lauriers.

Lorsqu'il entra dans sa chambre, vers trois heures, succombant à l'excès de fatigue et d'émotion, le chef de l'escadre se trouvait mal ; on fut longtemps à pouvoir le ramener.

C'était autour de lui à qui s'ingénierait à lui être agréable. Un artiste du bord avait mis en musique la romance composée par un Abbéville, en l'honneur du vainqueur de Fou-Tchéou ; tous les marins la savaient, et, passant près de leur chef assis le soir sur le pont, ils se mettaient à chanter.

L'autre fois, on lui lisait les nouvelles du pays. Un des matelots du *Bayard* était précisément un concitoyen ; sa famille lui faisait parvenir l'*Abbéville* par chaque courrier, et l'amiral y trouvait la liste des souscripteurs à l'honneur qu'il ne devait jamais recevoir.

Chaque nom lui devant lui rappelait ses souvenirs d'enfance ou de jeunesse, il retrouvait la liste nombreuse des amis de son frère si regretté et de sa famille, il les saluait au passage d'un remerciement et d'un sourire évoquant après chacun d'eux les souvenirs de ces années toujours vivantes, dont, à quatre mille lieues de la patrie, l'écho arrivait vibrant jusqu'à lui :

« Ces chers Abbéville, disait-il alors, comme ils me font plaisir et comme je les aime ! »

On peut dire vraiment qu'il reçut ainsi, à travers la distance, l'hommage glorieux que l'admiration et la reconnaissance de ses concitoyens lui ont, dans quelques jours, développé sur son cercueil.

Chacun de ceux qui pensèrent à lui à cette occasion se sentait en son attention à reçu son merci et qu'on d'eux n'a été oublié.

Dès le 15 mai, les forces épuisées de l'amiral baissèrent plus sensiblement encore.

Mais après tout, presque chaque soir il réunissait ses officiers à sa table, et leur en faisait les honneurs avec ce calme qui ne le quittait jamais et cette bonne grâce charmante qui lui avait conquis toutes les sympathies et gagné tous les dévouements.

Quant à lui, il ne pouvait manger. Les conserves qui formaient l'unique alimentation de la marine ne pouvaient à ses estomacs fatigués, et le fonctionnaire revêtu d'un tel honneur, possible de s'en procurer. A peine touchait-il du bout des lèvres à la nourriture qu'on lui présentait, et sa volonté seule le soutenait encore.

Le 9 juin, comme on allait se mettre à table, l'amiral pria son chef d'état-major de le suppléer pour en faire les honneurs. « Je me sens bien fatigué, dit-il, et je vais me coucher. »

Le docteur Doué arriva aussitôt. Tout dit que la science et le dévouement purent inspirer pour soulager un malade si mis en œuvre, mais rien ne devait plus ranimer les forces disparues.

Le 10 juin, profitant d'une absence de quelques minutes à laquelle M. Doué avait consenti sur ses vœux, le malade se leva et put encore s'habiller.

Lorsque le médecin revint dans la cham-

bre, il trouva le lit vide et n'en put croire ses yeux. L'amiral s'était traîné jusqu'à son bureau, où il rédigeait des dépêches au gouvernement et des ordres pour la flotte.

À ce moment où le docteur entra, il le vit assis près de sa table de travail ; sa main affaiblie venait de laisser tomber la plume, que ses doigts se refusaient à tenir plus longtemps.

Il fallut appeler deux hommes pour le porter jusqu'à sa chambre et le remettre au lit. Il ne devait plus se relever.

Le lendemain dans l'après-midi, l'amiral du *Bayard*, ami particulier de l'amiral, vint le voir et resta seul avec lui. Le vaillant marin, qui avait vécu en croyant, voulait mourir en chrétien. Le prêtre lui administra les derniers sacrements, que le malade reçut en pleine connaissance, avec la foi la plus vive. Puis il fit venir son secrétaire et l'entreteint quelques instants.

L'amiral Lespès, informé que les derniers moments s'approchaient, accourut près de son frère d'armes. Le mourant n'eut plus la force de lui tendre la main ; le docteur soutint son bras et il put ainsi transmettre une dernière pensée à celui qui devait le remplacer dans le commandement de l'escadre, au milieu de laquelle il avait voulu mourir.

L'état-major se succédait dans l'étroite chambre où le brave marin s'éteignait doucement.

Personne ne voulait croire à la réalité ; tous s'obstinaient à espérer un retour possible à la vie.

Le docteur prit dans ses mains les mains du malade ; de temps à autre un léger mouvement indiquait que la vie ne l'avait pas abandonné ; soudain toute pression cessa. Anatole Courbet ouvrit une dernière fois les yeux et les tourna vers le ciel, comme pour dire un dernier adieu à sa famille qu'il ne devait plus revoir, à tous ces vaillants qui l'entouraient, à cette France qu'il aimait tant et pour laquelle il mourait ; il poussa un soupir et ce fut le dernier.

Il s'était éteint sans douleurs, sans agonie, comme une lampe qui s'éteint lorsque la dernière goutte d'huile vient d'être consumée.

Les marins de la flotte sollicitèrent la faveur de contempler une dernière fois les traits de celui pour lequel chacun d'eux eût sans hésiter voulu mourir.

Lorsque le corps fut embaumé et placé dans le cercueil, ils furent admis à défiler devant lui.

Si braves, qui pendant la campagne avaient tant de fois, sans frémir, vu la mort de si près, pleuraient tous comme des enfants ; on n'entendait que des sanglots, on ne voyait que des larmes, et le *Bayard* était devenu comme un immense cercueil autour duquel personne n'osait parler que tout bas.

Quand on voit une telle mort couronnant une telle vie, on se reprend vraiment à espérer pour la France.

Un pays qui a parmi ses enfants de semblables héros, est un pays qui ne saurait mourir !

JOURNAUX ET REVUES

On lit dans le *Gaulois* :

Le vénérable cardinal Guibert, archevêque de Paris, ne sort point ainsi dire plus de sa chambre depuis la grave maladie qu'il a faite dans les premiers mois de l'année.

Or, comme il aura quatre-vingt-trois ans en décembre prochain, il est à craindre qu'il ne puisse se rétablir, il s'éteigne bientôt, usé par l'âge et par son laborieux ministère.

Aussi le gouvernement se préoccupe-t-il déjà de sa succession. Mgr Richard, archevêque de Larisse, est bien le coadjuteur, avec la future succession, du cardinal Guibert ; mais Mgr Richard n'a pas les bonnes grâces de la République, et, comme il n'a pas non plus le tempérament militant, que c'est un esprit mystique et très pieux, le gouvernement compte qu'en lui créant difficultés sur difficultés après la mort du cardinal, il renoncera à une succession qu'il ne peut pas désirer.

La République voudrait, en effet, donner la succession du cardinal Guibert à Mgr Meignan, archevêque de Toul, qui est dans ses eaux.

Reste à savoir si Mgr Meignan se prêterait à cette intrigue ; nous sommes convaincus du contraire.

— Le *Courrier de la Manche* donne sur le nouveau préfet de ce département, M. Favallé, des détails qui feraient de ce fonctionnaire un bon vieux monsieur, si ce que l'on raconte est vrai.

Voici le fait :

Le 14 juillet, à Saint-Lo, une foule considérable encombra le pont de Vire et se pressait sur les trottoirs, avide de contempler les chars des canonniers et d'un petit cochon, luttant au milieu de la rivière contre les efforts des nageurs lancés à leur poursuite.

M. le préfet, coiffé d'un superbe chapeau gris, seul signe distinctif de ses fonctions en ce jour solennel, figurait au nombre des admirateurs.

Un honnête fonctionnaire vient à traverser la foule, non loin d'un groupe où se trouvait M. le préfet de la Manche.

M. le préfet n'ayant pas pris la charitable précaution d'établir sur son chapeau un panache avec cette inscription en gros caractères : « Préfet de la Manche », le fonctionnaire en question, qui regagnait tranquillement son domicile et ne songeait pas plus au préfet qu'au grand Turc, passa sans l'apercevoir.

Tout à coup, l'homme au chapeau gris se détacha de son groupe, courut près le fonctionnaire et l'apostropha en ces termes :

« Monsieur, je suis passé à votre portée, je suis le préfet de la Manche, vous ne m'avez pas salué ; je vous prie de m'excuser, vous aurez affaire à moi. »

Le fonctionnaire, surpris, se retourna subitement à cette grotesque apostrophe, salua et s'apprêta à présenter ses excuses pour n'avoir pas soupçonné en pareil lieu, et sous pareil chapeau, monsieur le préfet.

Celui-ci, furieux, avait déjà tourné les talons.

On dit que, le lendemain, le même fonctionnaire se serait présenté dans le cabinet préfectoral pour obtenir quelques explications sur l'apostrophe de la veille.

Le préfet l'aurait brutalement mis à la porte, sans vouloir l'entendre.

Mais ce n'est pas tout, et voici où l'odieux commence.

Il y a trois jours, M. Favallé se serait allé en personne solliciter du ministre la révocation du malheureux fonctionnaire.

Et le ministre aurait eu la faiblesse, non pas de révoquer le fonctionnaire en question, mais de le mettre en retraite d'emploi, sans solde, à partir du 20 juillet.

C'est un brave militaire, un ancien capitaine de chasseurs à pied, chevalier de la Légion d'honneur depuis vingt-huit ans, criblé de blessures glorieuses, forcé de prendre sa retraite à l'âge de 33 ans, par suite de ses blessures. Quel vaillant soldat qu'il ait été par les batailles qui lui ont brisé le bras gauche, troué l'épaule et traversé la cuisse.

C'est un père de famille sans fortune. Et c'est cet homme humble, dont le seul crime est de ne pas avoir distingué M. le préfet au milieu de la foule, le 14 juillet, dont l'unique faute consiste à ne pas s'être incliné devant le chapeau d'un inconnu ; c'est celui-là qui se voit injustement privé

d'un emploi qui lui permet de subvenir aux besoins de sa famille et de suppléer à l'insuffisance de sa pension de retraite !!!

Voilà ce qui se dit tout haut et se répète partout à Saint-Lo depuis quinze jours. Voilà ce que tout le monde qualifie de détestable action.

Nous avions gardé le silence, au lendemain du 14 juillet, dans l'intérêt même du fonctionnaire sacrifié à la vanité et au sot orgueil d'un préfet opportuniste. Aujourd'hui, il ne nous est plus possible de nous taire. L'opinion publique est trop vivement émue de procédés qui rappellent ceux de la Terreur.

Par quels gens, hélas ! sommes-nous gouvernés aujourd'hui ! Et comme cela promet au début de la période électorale !

— Quelques croquis pris dans la Revue comique de la semaine du *Charivari* :

Deux bons bourgeois regardent une carte géographique fortement teintée :

« Oh diable nos fils pourront-ils faire de nouvelles colonies ? Dans cinquante ans, elles seront toutes occupées. »

— Bah ! on aura perdu les anciennes.

Deux de nos honorables se promènent, ayant chacun à la boutonnière une énorme médaille ; et le *Charivari* fait la proposition suivante :

Les députés de l'ancienne majorité, vu la part qu'ils ont prise à l'expédition, recevront la médaille du Tong-King, avec laquelle ils devront se présenter devant leurs électeurs.

Le conseil municipal de Moulins vient de prendre une délibération aux termes de laquelle il enlève à l'évêque, Mgr de Dreux-Brézé, la jouissance de son évêché pour en affecter les bâtiments à un musée. Voici les considérants du rapport dont il a adopté les considérants :

Vu l'article 167 de la loi du 5 avril 1834, qui autorise les conseils municipaux à promouvoir la désaffectation des immeubles consacrés, en dehors des prescriptions de la loi du 18 germinal an X, soit aux cultes, soit à des services ecclésiastiques ;

Considérant que la loi du 18 germinal an X n'a pas établi d'évêché à Moulins, et qu'aucune loi postérieure n'oblige la ville à fournir un logement à M. l'évêque de Moulins ;

Considérant que, en vertu de diverses donations et acquisitions successives, la ville de Moulins est propriétaire de l'ancien hôtel d'Ancas et de ses dépendances, le tout situé rue Diderot, et servant actuellement de palais épiscopal ;

Considérant que M. l'évêque de Moulins n'a la jouissance de cet immeuble qu'en vertu des délibérations du conseil municipal des 21 décembre 1819 et 2 décembre 1824 ;

Considérant que la ville n'a pas à sa disposition de bâtiment propre à l'installation de son musée ; que, par suite, les collections, soit du département, soit de la ville, sont dispersées dans divers locaux où il est difficile d'assurer leur conservation, circonstance qui s'oppose à ce que l'Etat ou les particuliers les augmentent par leurs dons ;

Considérant qu'il est du devoir d'une administration républicaine de ne rien négliger de ce qui peut contribuer à élever le niveau intellectuel et moral de la population ;

Considérant que la création d'un musée est un achèvement vers ce but, par suite de la facilité qu'elle offre à chacun de développer son sentiment du beau et du vrai ;

Le conseil délibère :

Article 1^{er}. — Sont rapportées les délibérations prises par le conseil municipal de Moulins les

filou parfaitement renseigné; mais on ne put jamais découvrir son nom, et on l'ignora jusqu'à ce qu'il ne se fût pas accusé lui-même de l'acte. M. Kuehn a découvert les vols accomplis chez M. Derouet et chez beaucoup d'autres.

Les condamnés à mort. — Le Président de la République a commué la peine de mort prononcée par la cour d'assises de la Seine contre les nommés Thomas et Blum, les assassins de la rue Madame, en celle des travaux forcés à perpétuité. Deux des autres condamnés seront exécutés lundi ou mardi, Mayet, l'un des assassins du père Delaunay, le marchand de mèches de la rue d'Angoulême, et Marchand, l'assassin de Mme Cornu.

Il n'y a pas eu à Paris de double exécution depuis celle de Lebey et Barré.

Une aventurière. — Dernièrement, descendait à l'hôtel Frascati, rue Vivienne, une dame, se disant comtesse, et se donnant pour la femme d'un général étranger. Elle se livrait aussitôt à des emplettes de tout genre.

La comtesse loucha d'abord un somptueux appartement rue Pierre-Charron; un tapissier lui appela, qui procéda à une décoration grandiose; des meubles d'un grand prix, des bijoux, tout l'ameublement d'un ménage riche fut acheté, mais à crédit. Le général, attendu d'un jour à l'autre, devait solder toutes les notes.

Il y a quelques jours, cette épouse attentive se rendit chez un grand fabricant de pianos des boulevards; elle arrêta son choix sur un instrument de 4,000 francs, mais se récria devant l'élevation du prix. Une discussion s'engagea et en vint à ce point que les deux parties durent aller rendre visite au commissaire de police.

Arrivée devant M. Rolly de Balnègre, la comtesse le prit de si haut même, que l'intelligent commissaire, qui n'habitait que des sortes de rencontres, eut des soupçons sur la brillante personnalité de la plaignante; il la pressa de questions, et arriva à la prier de fournir les papiers officiels qui établissent son identité, ainsi que ses moyens d'existence.

La comtesse, qui ne s'attendait pas à cette demande, se défendit et refusa net de prouver la valeur des titres qu'elle se donnait. M. Rolly de Balnègre, ne concevant plus au bout d'un instant la qualité de l'aventurière qu'il avait devant lui, l'envoya au Dépôt.

Religieuses insoumises. — Il paraît qu'un jour, spéculant sur le fait que qu'on fait les articles de la *Patrie* Mal Gazette, a entrepris également de faire des révérences, et, entre autres histoires, a parlé d'un convent rue des Martyrs, où des religieuses se livraient à des orgies.

Or, deux pauvres religieuses, se rendant au Sacré Cœur, rencontrèrent, vers trois heures, la rue des Martyrs. Cela donna à des voyous l'idée de les suivre en les invectivant de la façon la plus ordurière.

Heureusement, deux hommes de cœur, indignés, ont mis fin à ce scandale, grâce à quelques coups de canne bien appliqués.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Insoumission

Le conseil de guerre d'Oran vient de juger une grave et étonnante affaire, dans laquelle se trouvaient impliqués deux soldats d'une compagnie de discipline.

Un sous-lieutenant, commandé par l'extrême sud de la province, à Ain-ben-Kheili, et installé dans des baraques, à quelques pas de la redoute dans l'intérieur de laquelle peuvent aussi pénétrer les gradés et les hommes de garde au poste de police; une sentinelle, placée à la porte du bordj, est tout spécialement chargée d'en interdire l'accès aux disciplinés.

Malgré cette défense, trois d'entre eux, Renaud, Henry et Capitain qui, dans la matinée du 16 mai dernier, s'étaient enivrés, s'approchèrent du factionnaire et firent mine d'entrer dans la fort; ils avaient affaire à un jeune soldat, ayant à peine trois mois de service, qui croisa bien la balonnette sur eux, mais ne put empêcher l'effraction de se glisser dans le poste d'où il ressortit, du reste, quelques instants après.

Le capitaine de garde l'envoya verbalement à la caserne, et le lieutenant de police le reprocha de n'avoir pas « enfilé » le disciplinaire qui avait violé sa consigne.

« Viens donc m'enlever », toi, si tu l'oses, s'écria Renaud, en lançant à son supérieur un regard de défi.

Toutefois, il se retira sur l'ordre que lui donna le capitaine, mais revint peu après, armé d'une pioche qu'il était allé prendre à la cuisine et avec laquelle il se mit à frapper, à coups redoublés, contre la porte du bordj.

Feuilleton de la Patrie

DU 10 AOUT

REVUE DRAMATIQUE

Ambigu. — *Pierre Pascal*, drame en cinq actes, par Mme Lionel de Chabrilan.

Cécile Mogador.

Il paraît acquis que *Pierre Pascal* ne changera pas en lauriers littéraires les titres que Mme la comtesse Lionel de Chabrilan s'était assurés depuis longtemps à l'admiration des hommes. *Pierre Pascal* est un gros et vulgaire mélodrame entortillé qui ne mérite qu'une très courte analyse, à peine une mention au courant de la plume, et que je n'essaye même pas de vous raconter si je ne me sentais tout heureux d'avoir quelque chose à me mettre sous la dent, au milieu de cette pénurie estivale, et dans ce grand jeûne d'août. Pauvre régal! Mais, faute de grives, on mange des pierrots! C'est pourtant vrai qu'on éprouve un certain plaisir à rencontrer, après une si longue absence, même un simulacre de pièce. A tout le moins, c'est l'époque de l'année, on n'y prendrait pas garde, et cette tentative infructueuse passerait aussi inaperçue, en plein été, en plein canicule, on s'intéresse à ce témoignage, même médiocre, de la vitalité des théâtres; on s'y intéresse en s'épongeant! Cela repose des concours du Conservatoire.

Pierre Pascal est un vieux matelot normand qui a une fille, et qui aurait mieux fait de n'en pas avoir. Elle s'appelle Jeanne, et elle mériterait de donner son nom au drame, car c'est elle qui en tient tous les fils et tous les ressorts. Je puis même dire qu'elle en allume toutes les incendies et qu'elle en provoque toutes les explosions. Il y a, ainsi, dans chacune de ces pièces violentes, un petit morceau de dynamite que l'auteur met à la disposition de son héros ou de son héroïne. Dans *Pierre Pascal*, c'est Jeanne qui est chargée de faire valoir cet ingrédient. L'aimable enfant n'appartient ni de près

ni de loin à ce qu'on appelle le genre nuancé. Elle n'est pas compliquée, elle est complète. Tous les mauvais instincts, tous les penchants vicieux ou criminels de l'humaine nature se sont donné rendez-vous dans son petit cœur, et y dansent une sarabande qu'on a le droit de qualifier d'infamale, sans tomber dans le style hyperbolique et ampoulé.

Son père s'en rend compte, et que croyez-vous qu'il va faire? Un autre se dirait peut-être que l'indulgence paternelle doit céder la place à une nécessaire et légitime sévérité! Vous souhaitez vous-même pour cette enfant volontaire, et même corrompue, un salutaire régime de correction et de réforme. Point! La vieille gauchiste maritime qui lui sert de père, la voyant si imparfaite, ne songe qu'à la marier. Il a jeté son dévolu sur un jeune matelot, Jacques, le fils de son meilleur ami, et il ne sera content qu'après lui avoir donné sa fille. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié!

Plusieurs personnes résistent cependant à cette union pleine de promesses. D'abord Suzanne, la sœur du fiancé, une brave fille, une gaillardie qui trouve l'affaire louche et qui ne peut pardonner à Jeanne de lui avoir volé le cœur de Jacques. La jalousie fraternelle, éveillée et avivée par des soupçons d'un genre spécial, fait sentinelle autour de ce commencement d'intrigue et ne laissera rien passer de suspect. Et puis, il y a la petite Marine, une fillette qui remplit les fonctions de savante dans la maison de *Pierre Pascal*, et qui voit assez clair à travers son innocence pour deviner que l'union est impossible. Enfin, il y a le jeune homme qui, pour n'en pas vouloir, Jeanne elle-même, n'a pu s'empêcher de lui dire un mot.

Où, la pauvre s'est toquée d'une manière de bellâtre, le châtelain de l'endroit, qui répond au nom romanesque de d'Hervilly. Et ici vous apercevez d'un frap-pant ressemblance avec la *Closerie des Genêts*. On les a signalés partout; elles croient les yeux! Pas très délicat, ce d'Hervilly. Je n'ai pas bien décelé s'il est déjà las de sa maîtresse, mais j'ai fort bien vu qu'il lui adresse, dès le premier acte, un billet de congé. Il lui en adressera beaucoup d'autres! C'est la jeune Marine qui porte la correspondance. Du reste, ces cinq actes sont inondés de petits papiers. C'est une pluie, une averse! Aussitôt que la situation se

goutte en paix les charmes de la villégiature.

Toutefois, comme il faut toujours trouver un prétexte aux mouvements qui se produisent, même lorsqu'ils ne sont pas fort importants, on a parlé, pour expliquer la réaction, de l'apparition du choléra à Marseille, de la rupture des négociations engagées entre l'Angleterre et la Russie à propos de la question afghane, et enfin d'un article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* hostile à la France.

Or, si l'on a quelques cas de choléra à Marseille, ils sont absolument isolés et ne présentent aucun caractère épidémique. Quant aux négociations relatives à la question afghane, elles subissent un temps d'arrêt, il est vrai, mais on demeure convaincu que cette question recevra une solution pacifique.

Enfin, en ce qui concerne l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, on peut dire que ce n'est que la réédition des diatribes de la presse allemande contre la France, diatribes qui reviennent périodiquement sans que les bons rapports existant entre l'Allemagne et la France en aient été troublés jusqu'à présent.

Ce n'est pas à dire pour cela qu'il faille s'abandonner à un optimisme ex-géré, car nos embarras budgétaires et l'agitation provoquée déjà par les polémiques électorales sont des causes de préoccupations dont on aurait tort de ne pas tenir compte.

Mais, si spéculateurs et capitalistes se bornent, jusqu'à la reprise des affaires, à une vaine contemplation, à dé-fendre les fins du mois prochain, à défendre les prix actuellement cotés, nous pensons qu'ils parviendront à conserver au marché une certaine solidité, par la durée même qu'elle aura, ce qui inspirera à l'argent la confiance indispensable au succès d'une fructueuse campagne d'affaires.

Du reste, les brillants résultats obtenus par les récentes émissions sont la meilleure preuve que si, grâce à une expérience chèrement achetée, l'épargne n'accepte plus sans un sérieux examen les titres qu'on lui offre, elle est toujours disposée à faire l'accueil le plus empressé à ceux qui supportent victorieusement cet examen.

Fonds d'Etat français et étrangers

Sauf le 4 1/2 0/0, dont le dernier cours, 108 90, est le même que celui du samedi précédent, nos Rentes sont en réaction d'une semaine à l'autre : le 3 0/0, de 40 cent. à 80 80 et l'Amortissable de 25 cent. à 82 45. Ces prix peuvent se maintenir, mais nous semblent suffisants au moins pour le moment.

Après avoir fléchi un instant à 94 10, le 5 0/0 italien est remonté en clôture à 94 45; nous ne doutons pas qu'il ne se rapproche sensiblement du pair dans un avenir prochain, car la situation toujours satisfaisante de l'Italie, tant au point de vue budgétaire qu'au point de vue économique, assigne à sa Rente une capitalisation beaucoup meilleure que celle que fait ressortir son cours actuel.

Les fonds austro-hongrois et russes ont fléchi : le florin autrichien est resté à 88 1/2 et le 5 0/0 russe 87 1/4. Le 4 0/0 turc est délaissé et lourd à 16 20, ainsi que l'Extérieure espagnole à 57 1/4.

La Dette unifiée d'Egypte est sans changement à 328 75. Elle est certainement appelée à de plus hauts cours, ainsi que nous le faisons remarquer déjà, il y a huit jours, en présence du brillant succès obtenu par le récent emprunt égyptien.

Institutions de crédit

La Banque de France, à 5050, est en réaction d'une trentaine de francs. Ses bénéfices, pour la dernière semaine, sont cependant plus importants que ceux de la semaine précédente : ils s'élèvent à 626 000 francs.

Le Crédit foncier se maintient à 1315 au comptant. On remarque toujours de nombreux achats sur les obligations de cet établissement. Ces valeurs offrent, en effet, à l'épargne, un placement d'une exceptionnelle solidité. Leurs cours, comparés à ceux des obligations similaires, indiquent clairement que c'est dans le sens de la hausse que doit s'ac-

cuser logiquement la tendance générale. Ainsi, les obligations foncières 1883, modelées sur celles des grandes Compagnies de chemins de fer, se négocient à 365, tandis que celles des chemins de fer font 380. Cet écart des cours est bien fait pour indiquer que les obligations foncières ont encore une marge de hausse fort appréciable.

Le Banque d'escompte, à 445, conserve son prix du samedi précédent. Elle progressera certainement d'une manière sensible lors de la mise à exécution des grands projets que prépare le gouvernement italien et auxquels elle doit prêter son concours.

La Société générale est sans changement appréciable à 455; la Banque de Paris a rétrogradé de 680 à 660.

Chemins de fer

Les diminutions de recettes de nos grandes Compagnies continuent à être assez importantes; toutefois, la garantie d'un minimum de dividende dont elles jouissent fait que leurs prix ne se ressentent pas trop de ces moins-values. Leurs derniers cours sont, toutefois, un peu inférieurs à ceux cotés il y a huit jours.

Nous laissons en effet le Lyon à 1235 50, le Nord à 1587 50, le Midi à 1150, et l'Orléans à 1335.

Les chemins étrangers ont payé tribut à la faiblesse générale : nous retrouvons les Autrichiens à 600 fr., le Nord d'Espagne à 470, et le Saragosse à 316 25.

Quant aux Méridionaux italiens, grâce à l'impulsion qu'ils avaient reçue de la haute capacité de M. Balduino qui vient de remplacer le commandeur Bassi, ils réaliseront peu à peu le brillant programme dont ils possèdent des à présent tous les éléments. Aussi sont-ils avantagés à mettre en portefeuille à 671 25, leur cours actuel.

Valeurs diverses

Le gaz parisien perd une quinzaine de francs à 1490; la situation de la Compagnie n'en continue pas moins à être des plus satisfaisantes.

Entraîné un instant à 1935, le Canal de Suez est remonté en clôture à 2015, cours encore sensiblement inférieur à celui du samedi précédent. Comme les produits du transit ne diminuent pas, nous croyons que cette réaction ne sera pas durable.

Les actions du Canal de Panama ont eu un marché fort agité cette semaine : après de nombreuses fluctuations elles restent à 452 50.

GAZETTE THÉÂTRALE

Une dépêche de Londres nous apprend que la cour d'appel, est venue l'appel interjeté par Mme Weldon contre le jugement, rendu par le tribunal, lui refusant l'autorisation de faire saisir, jusqu'à concurrence de 10,000 livres sterling, elle attribues comme dommages, les sommes que M. Goudon pourrait avoir à toucher en Angleterre.

La cour a rejeté l'appel et confirmé le jugement du tribunal.

Spectacles de l'Opéra pour la semaine : Demain, lundi, *Sigurd*; mercredi, *Faust*; vendredi, *Sigurd*.

Mme Bilbaud-Vanchelet qui, comme on le sait, a quitté l'Opéra-Comique, ainsi que son mari, M. Nicol, ne reparaitra probablement plus — de quelque temps du moins — sur une scène parisienne.

L'ancienne pensionnaire de M. Carvalho partira pour Milan, afin d'apprendre l'italien, et débutera ensuite dans la carrière italienne.

De retour de Vichy, où il vient de remporter de véritables triomphes dans *Faust* et *Gulliver*, Faure n'a fait que traverser Paris, cette semaine, se rendant à Elretat, où il compte mettre la dernière main à la grande méthode de chant qu'il prépare en ce moment et qui sera publiée dans les premiers jours de l'année prochaine.

Les directeurs commencent à rentrer à Paris et s'occupent de leurs réouvertures :

M. Briet est revenu de Vichy; M. Delcroix, de Saint-Malo; M. Porel, de Suisse; M. Brasseur revient, ces jours-ci, de Carlsbad; M. Deslandes, de Caen; M. Eugène Bertrand, de Boulogne; M. Carvalho, de Puy, etc., etc.

M. Emile Zola est parti hier soir pour le Mont-Dore. Il vient de passer trois jours à Paris. Pendant ces trois jours, M. William Busnach et lui ont, parait-il, passé de longues heures à travailler à *Germinal*, dont les six premiers tableaux sont absolument achevés à l'heure qu'il est.

Germinal aura douze tableaux et sera joué au Châtelet, immédiatement après *Coco-Féte*, la féerie en cours de répétition.

Depuis hier, et pour une quinzaine de jours, le foyer de la Comédie-Française est fermé au public.

MM. Rubé et Chaperon, les peintres décorateurs bien connus, sont chargés de refaire toutes les peintures, notamment celles du plafond, très endommagées par la chaleur du gaz.

Par ailleurs, n'avaient pas été faits depuis longtemps.

L'ornementation actuelle du foyer ne sera, d'ailleurs, aucunement modifiée.

G. DORANTE.

Jumelles Fischer, les plus élégantes et les meilleures, pour théâtres, courses et voyages. — Maison spéciale pour la rue... 7, rue de la Paix.

SPORT

COURSES A BERNAY

Samedi 8 août

Les courses de Bernay viennent de se placer parmi les plus importantes réunions de la province. L'assistance était aussi nombreuse qu'à la réunion de Caen, et les champs n'ont pas été moins fournis; voilà qui promet pour l'avenir et doit encourager les organisateurs. Il faut dire aussi qu'ils sont heureusement secondés par la Compagnie de l'ouest, qui, par l'organisation des trains spéciaux, facilite aux amateurs de sport, éparés sur le littoral, le voyage de Bernay.

Le prix de la Société d'Encouragement a été gagné facilement de trois quarts de longueur par Citron II, à M. le marquis de Bouillier (Roll), 4/6; Sapeur était deuxième et Raison mauvais troisième. Non placés : Blondinette.

Le Prix du Conseil général a été pris, d'une courte tête, par Nitrique, à M. Pariche (Childs), 8/1; Fabric, deuxième et leare troisième, à une longueur.

Non placés : Thé, Yvette, Amazone, Kadine, Gêlin, Popotte et Vedette.

Quinze partants dans le Prix de la Ville de Bernay, qui a été gagné très facilement de deux longueurs par Furet, à M. J. Prat (Roll), 8/1; Sycomore deuxième et Ouragan troisième.

Non placés : Erilense, Dasy, Coupon, Wild-Goose, Trélon, Télégraphique, Indécis, Straniera, Plaisance, Sposo, Fusanello et Paddock.

Le prix de la Galopinière a été gagné d'une encolure par Mousquetière, à M. le comte de Juigné (Kelly), 8/1, battant Vieq deuxième et Paridjata, troisième.

Non placés : Sapristi, Bulgaria, Felicia, Staquelet et Bouchon.

Enfin, lesteepie-chase a été gagné par La Bigue, à M. John (Benson), 4/1, battant Cyclamen et Joseph.

AVIS ET COMMUNICATIONS

La Chambre syndicale des chauffeurs-conducteurs mécaniciens de la Seine a l'honneur d'inviter M.M. les patrons qui possèdent des machines à vapeur qu'ils trouvent tous les jours, de huit à neuf heures du soir, au siège social, 7, rue des Filles du Calvaire, des ouvriers aptes à conduire des machines de tous systèmes.

LA PATE ÉPILATOIRE DUSSEY

Pour de petites moustaches la boîte de 10 fr. suffit; pour des poils sur les joues ou au menton les dames ne doivent pas hésiter à prendre la boîte de 20 fr.; c'est, on peut dire, une dépense une fois faite, car les poils s'usent plus vite que la pâte, et le résultat est plus complet et plus rapide (franco contre mandat).

Dussey, inventeur, 1, rue J.-J.-Rousseau.

nelle, Suzanne, la sœur de Jacques, en robe de mariée, qui fait mine de lui en défendre l'accès. Naturellement Jeanne se fâche. Les deux femmes se précipitent l'une sur l'autre et se crépent, comme on dit, le chignon, pendant quelques minutes. Il m'a paru, en dernière analyse, que Suzanne répondait à un coup d'ombrelle par un coup de couteau. Ce qui est bien certain, c'est que le drame finit galemment par deux mariages, car non seulement l'énergique Suzanne épouse le garçon qu'elle aime, mais sur le corps de Jeanne, cette petite friponne de Marine, que nous avons vue si naïve au premier acte, épousera Jacques délivré et relaps. Tel est ce drame épais que Mme Lionel de Chabrilan a intitulé *Pierre Pascal*. Il n'a obtenu aucune espèce de succès, et la bonne volonté des acteurs n'a pas réussi à en tirer une cinelle. A peine a-t-il servi à mettre en lumière la gentillesse de Mlle Moreau chargée du rôle de Jeanne, a plié sous le faix; mais qui donc eût porté sans fléchir un poids si lourd? *Pierre Pascal* était une pièce condamnée d'avance, et aucune tré-pice n'eût pu la sauver.

Maintenant, pour qu'on ne me croie pas trop en retard, je me hâte de dire que je viens d'en faire un récit démesuré. Je ne me dissimule pas, veuillez le croire, qu'on le raconterait si le guement et avec autant de sérieux, je lui ai donné beaucoup plus d'importance qu'il n'en a. Je n'ai posé un feu de paille dans une balance de chemin de fer, et qu'enfin il n'y a aucune proportion entre cette minutieuse analyse et son objet. Faites-moi l'honneur de supposer que je m'en doute. Deux mots auraient suffi pour caractériser l'impression presque générale de fureur que ce tableau noir nous a procurée. Mais, je vous l'ai dit, rencontrant par hasard, dans cette canicule, une pièce on semblant de pièce, ma foi je n'y ai pas résisté. Et puis Mogador en vaut la peine!

C'est elle qui est la vraie héroïne de son drame. Je la croyais morte! Avouez que beaucoup d'entre vous lui avaient, dans leur pensée, délivré depuis longtemps le même passe-port. Pas du tout! Elle vit encore! Elle vit toujours! Elle est ressuscitée! Elle est immortelle! Tout à coup on nous apprend qu'elle n'a jamais quitté Paris, ni le boulevard des Italiens. Elle y habite un appartement qui

RUGGERI, artificier

DELAPERIERE et DUBA
SUCCEESSEURS

dont les bureaux étaient 5, place Blomet, à Paris, sont transférés, 83, rue d'Amsterdam

FEUX D'ARTIFICE

de 25, 50, 75, 100, 150 et 200 fr., tout emballés, pour se tirer partout, dans les cha-teaux, villas, etc.

Envoi franco des dessins prospectus.

La magnifique édition des *Œuvres complètes* d'ALFRED DE MUSSET, illustrée par Bida, est vendue par L. Hébert, libraire éditeur, 7, rue Perronet, à Paris, pour la somme de 88 francs, payable 5 francs par mois.

Elle se compose de 11 volumes in-8° cavalier vélin, avec des gravures de Alfred de Musset par Paul de Musset, et est ornée de deux portraits, 28 dessins de Bida et 1 dessin d'Emile Bayard, gravés au burin.

HOTEL CONTINENTAL

TRAV

OU DINER DU 9 AOUT

Potage printanier

Hors-d'œuvre variés

Salmon sauce hollandaise

Pommes nantaises

Filet de bœuf poivré à la Rubis

Poulets sautés en carrick

Canetons rôtis

Salade

Petits pois à la française

Gâteau Monte-Cristo

Bombe madolesine

Fruits et desserts variés

Médoo en carafes

SAVES DE L'HOTEL CONTINENTAL

2, rue de Castiglione, Paris

Vins fins et spiritueux de toutes qualités

Vins ordinaires :

En bouteilles 1 1/2, 1 25, 1 50, 1 75

(verre compris)

En barrique à domicile dans Paris :

225 = 250 = 275 = 300 =

Vin d'office :

La barrique franco à domicile 180 francs

et 4 francs la bouteille.

Livraison immédiate dans Paris.

Expédition par caisses ou paquets assortis.

CHAMPAGNE : GEORGE GOULET

LA PATRIE est distribuée chaque jour à tous les voyageurs de l'HOTEL CONTINENTAL.

MAISONS RECOMMANDÉES

E. Maître, graveur, 4, boulevard Poissonnière et 158, rue de Rivoli. — Nouveaux modèles grammes diamantés. Brevetés S.G.D.G. Haute nouveauté. Remise à la papeterie.

Jarro

Arquebuser, 81, rue Lafayette.

An Paradis des Enfants

156, rue de Rivoli.

Pharmacie Normale, 19, rue Drouot.

Labourdette, carrossier, 105, avenue Malakoff.

Reynaud, chimiste

(Spéc. sanelle du pin Silvestre), 22, rue de la Paix.

A la Religieuse

Deuil. — 2, rue Trenchet.

Belvaux. Porcelaines, 18, rue Royale.

Thouet frères

Mobilier bois coudé, 15, boulevard Poissonnière.

E. Bourgeois

Grand dépôt porcelaines, 21, rue Drouot.

lui coûte, dit-on, 160 francs par an. C'est par mois, je pense, car on n'aurait pas, à ce prix-là, une cabine. Elle écrit, elle rêve, elle se souvient, la folle Océste! Elle a soixante et un ans. On nous assure qu'elle écrit encore : Lionel! Lionel! à un âge où les autres disent généralement : Mon Dieu! mon Dieu! Plutôt que de quitter son nom de Chabrilan, elle a refusé une rente de six mille francs que lui offrait la famille; d'autres m'ont dit trente mille! Et elle est pauvre! C'est beau! c'est triste! On louera, on blâmera son courage, comme l'a écrit de Vatel Mme de Sévigné. Enfin elle a retrouvé cinq minutes de célébrité. Elle a fait une pièce qui est déjà tombée, bien qu'on la joue encore, dans l'éternel oubli, mais qui l'empêche d'y tomber elle-même. Elle a interrompu la prescription! Je gage qu'elle ne donnerait pas, sa soirée de mardi pour une liasse de bons du Trésor

BIBLIOGRAPHIE

Nouvelles publications de la collection des Guides Joanne

I. AUTRICHE-HONGRIE, TYROL, BAVIÈRE MÉRIDIONALE

La collection des Guides-Joanne, ce précieux inventaire des beautés pittoresques et des curiosités artistiques de la France et des pays voisins, ne cesse de se perfectionner et de se compléter sous l'active et intelligente direction de l'auteur. Les trois volumes dont nous avons à signaler l'apparition sont parmi les plus riches de la collection, tant en descriptions d'itinéraires qu'en cartes et en plans de villes ou de monuments.

Le guide d'Autriche-Hongrie, Tyrol, Bavière méridionale, ouvrage entièrement nouveau, de ce format de poche si commode auquel on a donné le nom de « guides-diamant », vient fort à propos nous montrer les chemins de la Bavière et du Tyrol vers les cités de Vienne et de Budapest, si soudainement rapprochées de nous par le percement du tunnel de l'Arberg et l'établissement des trains express sur l'orient.

Quand il ne faut plus que vingt-sept heures pour aller de Paris à Vienne, il peut résister au désir de connaître les deux capitales austro-hongroises, Munich et ses musées, le Salzburgermerg et ses lacs, la vallée de l'Inn et ses glaciers, le Sammering, le Brenner, toutes les merveilles de la nature ou de l'art, les collections d'art, les musées, les curiosités artistiques, les monuments et leurs jours de visite, les moyens de transport et leur tarif, les hôtels, etc. M. Joanne fournit tous les renseignements que peut souhaiter un voyageur arrivant dans une ville étrangère. Grâce à lui on est partout chez soi. Les informations sont si sûres, si complètes, si précises, si utiles avec chaque localité, et mieux que les *civis romanis sum* de l'antiquité, il vous confère le brevet de citoyen.

II. CHAMPAGNE ET ARDENNES

L'itinéraire général de la France jouit auprès du public d'un faveur bien méritée. Il est tenu au courant de toutes les modifications avec une scrupuleuse exactitude. M. Joanne l'a remanié complètement, de fond et de forme, et a augmenté le nombre des volumes qui le composent en les réduisant dans leur grosseur et leur prix, afin d'en faciliter l'usage et de le rendre accessible à tous. Le guide Champagne et Ardennes est une nouvelle coupure de l'itinéraire.

L'ouvrage décrit toutes les villes, donne le plan des principales cités, énumère et décrit les monuments, vous dirige au sortir de la gare par les places et les rues principales, si bien et d'une façon si pratique qu'il pourrât à tout pour le plus grand profit du voyageur. Une magnifique carte de la vallée de la Meuse entre Metz, Charleville et Namur accompagne le volume, qui abonde en renseignements précieux.

III. PARIS

Les étrangers devront au nouveau Guide de Paris d'innombrables jouissances d'art. Ce petit livre a été fort intelligemment conçu. Outre un plan d'ensemble d'une simplicité heureuse, la ville est divisée en huit plans de détail, collés sur onglet et du format même du volume; on les consulte avec commodité sans avoir à rien déployer.

En faisant les huit « promenades » dont le plan graphique est accompagné des informations les plus minutieuses (orientation, distances, itinéraires, moyens de transport, jours et heures d'ouverture des monuments, etc.), on passe en revue toutes les richesses artistiques et monumentales de Paris.

Chaque point intéressant de l'itinéraire porte un numéro qui renvoie à la page correspondante du texte, lequel est d'ailleurs partagé en chapitres où les descriptions se groupent par sujet, ce qui est d'une place fort importante; le Guide est étudié selon la salle, d'âge par étage.

Si des gravures nombreuses représentent l'extérieur des principaux édifices, des plans d'une grande clarté détaillent tous les trésors intérieurs qu'ils possèdent: ainsi chaque église est figurée avec la mention des tombeaux, des peintures, etc., que contient chaque chapelle.

On ne saurait pousser plus loin le souci du renseignement pratique, de l'indication

nette et claire, donnée sous la forme la plus concise et, à vrai dire, en un seul coup d'oeil. Que de voyageurs devront à ce petit Guide de découvrir Paris en huit jours!

Sous ce titre: *Le Divorce de la Comtesse*, Charles Mérouvel, vient de publier à la librairie Dentu un nouveau roman qui, sans contredit, un des meilleurs qu'on doive à la plume de ce maître conteur si justement apprécié du public.

Il s'agit, d'ailleurs, d'une histoire on ne peut plus vraie, parfaitement réelle, mais dont les personnages sont présentés avec tant de relief, un caractère si vivant, qu'on croirait plutôt à la représentation effective d'un drame qu'à un simple récit. Aussi, l'émotion débordante de chaque page dans ce livre essentiellement humain, où l'action s'inspire constamment des mouvements du cœur, et marche d'un pas rapide à un dénouement aussi saisissant qu'inattendu.

Les *Parisiens bizarres*, d'Ernest d'Hervilly, sont bien la plus étrange, la plus étonnante, mais surtout la plus amusante collection de types qu'on puisse imaginer. On y trouve, en effet, un caractère d'humour, qu'on croirait plutôt à la représentation effective d'un drame qu'à un simple récit. Aussi, l'émotion débordante de chaque page dans ce livre essentiellement humain, où l'action s'inspire constamment des mouvements du cœur, et marche d'un pas rapide à un dénouement aussi saisissant qu'inattendu.

M. Ch. Trancé débute dans les lettres par un roman appelé à plus grand succès. Titre: *Jeune Arthème*. L'auteur a su développer une intrigue dramatique et captivante, dans le cadre des villes d'eau dont il décrit les mœurs d'une plume alerte et spirituelle. — Paul Ollendorff, éditeur.

Pêcheurs de garçons, par E. T., 1 volume in-12, de 300 pages, 3 fr., chez Charles-Lavauzelle, à Paris et Limoges.

Il y a de tout dans ce volume: de la prose, des vers, des récits gais, des saynètes sentimentales, des aventures de garçons, des souvenirs de guerre. Écrit sans prétention et cependant avec « humour ».

Le même éditeur publie également: *Souvenirs de Saint-Cyr* (première année), par A. Teller, un beau volume in-18 de 250 pages.

Depuis que le service militaire est devenu obligatoire pour tous les Français, chacun s'est intéressé davantage à ce qui touche l'armée. Plusieurs ouvrages, dus à des plumes jeunes et alertes, ont fait connaître au grand public l'existence du volontaire d'un an. Mais, par un oubli qu'on ne s'explique pas, personne n'avait encore raconté la vie du Saint-Cyrien, ni décrit les mœurs particulières aux élèves de notre première Ecole militaire.

Les *Souvenirs de Saint-Cyr* (première année) viennent compléter la série des ouvrages destinés à nous initier à la connaissance des détails intimes de la vie militaire.

La vérité des descriptions, l'originalité du style, qui cependant ne laisse pas d'être simple et net, la noblesse et la franchise des sentiments exprimés, tout se trouve dans cet ouvrage pour assurer son succès: on peut affirmer que le public fera le plus chaleureux accueil aux *Souvenirs de Saint-Cyr*.

Voici un nouveau livre du romancier populaire, Emile Richebourg, titre: *Les Millions de Monsieur Jorand*, qui vient de paraître chez Dentu.

Un roman à succès obtenu par son précédent ouvrage, *Le Petit Million*, *Les Millions de Monsieur Jorand* en sont la suite, non point forcée, mais seulement naturelle, et l'on y retrouve les mêmes personnages, dont le caractère n'a fait que s'accroître d'avantage, au profit d'une action dramatique devenue plus intense, plus palpitante, plus précipitée. Il s'agit, en effet, d'un héritage de trente millions, qu'il faut s'approprier à tout prix, et Dieu sait quelles gredineries emploient les parents des divers degrés pour en arriver à leurs fins! On ne saurait s'en rendre compte qu'en lisant cette curieuse et lamentable histoire où chaque page déborde d'émotion.

Sous ce titre: *Maurice Duhamel*, Charles Valois vient de faire paraître chez Dentu un volume qui est le dernier épisode de la première partie de ses drames populaires.

Tous ceux qui ont lu le récit si émouvant du *Docteur André* voudront suivre jusqu'au bout les aventures extraordinaires de cet homme de bien à qui la Providence accorde la joie suprême de retrouver son fils qu'il croyait à jamais perdu. On rencontre dans cette seconde partie du roman tous les

personnages qu'on a connus dès le début, et de plus Dodo, le fameux gamin de Paris, qui commence par tuer un colonel devant les barrières, et qui finit sous l'uniforme d'un brillant officier. — Les romans d'aventures comme celui-là sont toujours assurés du succès.

Les *Parisiens bizarres*, d'Ernest d'Hervilly, sont bien la plus étrange, la plus étonnante, mais surtout la plus amusante collection de types qu'on puisse imaginer. On y trouve, en effet, un caractère d'humour, qu'on croirait plutôt à la représentation effective d'un drame qu'à un simple récit. Aussi, l'émotion débordante de chaque page dans ce livre essentiellement humain, où l'action s'inspire constamment des mouvements du cœur, et marche d'un pas rapide à un dénouement aussi saisissant qu'inattendu.

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 602e livraison (8 août 1885). — Texte: Notre-Dame Gueslin, par Mme de Witt, née Guizot. — Photos hors-cadre du diamant. — Perspective du cube, par Frédéric Dillaye. — La poste aux lettres, par Louis Paulin. — Les laines de Venise, par Duhoussier. — Sa Majesté le roi de la fête, par Aimé Giron. — Faire les armes de Bourges. — La houille, par Mme Barbé.

Dessins: E. Zier, Dillaye, Franishnikoff, Jahandier. Bureaux à la Librairie Hachette et Cie, 79, boulevard Saint-Germain, à Paris.

LE TOUR DU MONDE (Nouveau Journal de voyages). — Sommaire de la 123e livraison (8 août 1885). — A travers l'Alsace et la Lorraine, par M. Charles Grad, de l'Institut de France, député au Reichstag allemand. — 1884. — Texte et dessins inédits. — Onze gravures de D. Lancelot, Thiriot, Bertrand, Dero, Chapuis, Khol et Hildibrand.

Bureaux à la Librairie Hachette et Cie, boulevard Saint-Germain, 79, à Paris.

Le LIVRET-CHAÎNE CONTINENTAL forme deux volumes qui se vendent séparément et sont ainsi plus commodes à porter en voyage: 1° vol. Livret français. Prix: 1 fr. 50. — 2° vol., services internationaux et étrangers. Prix: 2 francs. Pour rendre à l'étranger des divers points de la France, le voyageur n'a pas besoin de recourir au *Livret français*. — En vente dans les gares et les librairies, et à la Librairie Chaîne, rue Bergère, 20, à Paris.

BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE DU 8 AOUT

COTE OFFICIELLE DU 8 AOUT	
(Cinq heures du soir)	
Neuf-Marchés (150 kilos).....	46 .. à 47 25
Colza tous fûts.....	59 75 à 60 ..
— dégrés.....	61 75 à 62 ..
— en tonnes.....	61 75 à 62 ..
— dégrés.....	61 75 à 62 ..
— en tonnes.....	61 75 à 62 ..
— épures en tonnes.....	61 75 à 62 ..
Lin disponible en fûts.....	58 50 à 59 ..
— en tonnes.....	58 50 à 59 ..
Alcool.....	46 75 à 47 25
90 degrés l'hectolitre (nu).....	46 75 à 47 25
Brut, les 88 degrés.....	42 50 à 43 75
— les 90 degrés.....	43 75 à 45 ..
Blanc type n° 3.....	46 75 à 47 25
Raffiné pour sorte.....	43 10 à 44 ..
— belle sorte.....	50 50 à 51 ..
Certificat de sortie.....	50 50 à 51 ..
Melasse de fabrique.....	18 .. à 19 ..
— de raffinerie.....	18 .. à 19 ..
Suifs.....	67 .. à 68 ..
Bœufs Plata.....	71 .. à 72 ..
Suifs en branches.....	60 25 à 61 ..
Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 1 ^{er} au 8 août: 46 66.	

Farines Rouges-Marchés
Nous cotons à 12 h. 1/2:
Livraison Septembre..... 48 50 à 49 ..
— Septembre-Octobre..... 48 50 à 49 ..
— 4 derniers mois..... 49 25 à 50 ..
— 4 de Novembre..... 50 .. à 51 ..
Circulation: 5.400 sacs contre 4.400 hier.

Nous cotons à 2 heures:
Livraison Septembre..... 48 50 à 49 ..
— Septembre-Octobre..... 48 50 à 49 ..
— 4 derniers mois..... 49 25 à 50 ..
— 4 de Novembre..... 50 .. à 51 ..
Nous cotons à 5 heures:
Livraison Septembre..... 48 50 à 49 ..
— Septembre-Octobre..... 48 50 à 49 ..
— 4 derniers mois..... 49 25 à 50 ..
— 4 de Novembre..... 50 .. à 51 ..

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX
La Chapelle. — Arrivages du 7 août: 100 sacs indigènes et 100 sacs belges. Stock: 1.674 sacs indigènes et 1.674 sacs belges.
Batignolles. — Arrivages du 7 août: 600 sacs et 1.050 paniers. — Livraisons: 600 sacs, 1.050 paniers et 1.400 paniers. — Stock: 2.500 sacs, 4.088 paniers et 4.088 paniers.

SUCRES

MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS	
7 août.	1885
Ind. entrées sacs.....	500 1.018 1.705
— sorties.....	4.765 8.000 6.233
— stock.....	997 63 628.918 295.562
Ext ^{er} stock.....	21 011 8.573 4.352

RESSOURCES AUX DERNIÈRES DATES

Voici la situation des ressources aux dernières dates dans les principaux pays, les quantités exprimées en tonnes de 1.000 kilos:

Pays et dates:	1885	1884	1883
France, 1 ^{er} juillet.....	493.696	155.071	119.970
Angleterre, 1 ^{er} août.....	318.799	292.766	234.411
Allemagne, 1 ^{er} juin.....	139.700	67.450	54.935
Hollande, 15 juillet.....	39.988	21.680	26.005
Belgique, 1 ^{er} juin.....	65.640	34.613	18.758
Autriche, 1 ^{er} juin.....	37.900	22.550	38.850
Total en Europe.....	796.683	654.239	487.968
Etats-Unis, 10 juillet.....	178.068	183.127	135.833
Total.....	974.691	837.367	623.801
Hav. Mat., 17 juillet.....	63.725	70.015	72.770
Sous voiles.....	65.841	43.228	61.137
Total général.....	1.103.757	957.301	757.738
Excédent 1885 sur 1884: 146.456 tonnes.			

Grande-Bretagne

MOUVEMENT DES QUATRE PRINCIPAUX PORTS du 28 juillet au 4 août.

	1885	1884	1883
Importations..... (tonnes)	19.225	19.988	19.305
Livraisons.....	21.405	20.239	22.495
Stock.....	318.799	292.766	234.411
sem. p.....	320.979	293.177	238.401
Augmentation.....	2.180	411	3.890
Diminution.....	2.180	411	3.890
Importations..... (tonnes)	698.633	182.584.975	
Livraisons.....	542.427	559.333	512.657

MÉTALUX

Prix-courant légal établi par les courtiers assemblés à la Bourse de Paris, 24 juillet.

Les 100 kil. (à l'acquitté):	
Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre.....	146 ..
— sorte ordinaire.....	142 50
Cuivre en lingots et plaques.....	121 25
— Best Selected.....	123 ..
— minerai Corococo cuivre contenu.....	147 ..
Etain Banca, livrable au Havre ou Paris.....	251 25
— Détroits.....	253 75
— Australie.....	253 75
— anglais, livr. au Havre ou Rouen.....	247 50
Piomb, marque ordinaire, liv. au Havre.....	31 ..
— marque ordinaire, liv. à Paris.....	37 ..
Zinc de Silésie, livrable au Havre.....	37 ..
— autres bonnes marques, liv. Havre.....	38 50
— autres bonnes marques liv. Paris.....	38 75

CÉRÉES

Les 100 kil. (à l'acquitté):

Maïs.....	300 à 320
Blé.....	270 à 280
— Gonaives et Saint-Marc.....	280 à 295
Santos bon ordinaire.....	255 à 275
Moka.....	290 à 310
Java.....	360 à 400
Néigheir-Quilon.....	310 à 380
Porto-Rico.....	330 à 360

FOURAGES

Marché de La Chapelle du 1^{er} août

On cote sur le marché:	
Paille blé, 1 ^{re} qté 55 .. 2 ^e qté 32 .. 3 ^e qté 29 ..	
Paille seigle.....	34 .. à 31 ..
— d'avoine.....	28 .. à 25 ..
Foin 1884.....	40 .. à 38 ..
— 1885.....	43 .. à 41 ..
Luzerne.....	50 .. à 48 ..
— 1885.....	47 .. à 45 ..
Sainfoin.....	42 .. à 40 ..
Le tout rendu dans Paris, au domicile de l'acheteur, frais de camionnage et droits d'entrée compris par 100 bottes de 5 kil., savoir: 6 francs pour foin et fourrages secs, 2 fr. 40 pour paille.	

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

Farine de grain.....	39 .. à 42 ..
— 1 ^{re}	29 50 à 33 75
— 2 ^e	18 .. à 20 ..
— 3 ^e	18 .. à 20 ..
— de seigle.....	20 .. à 22 ..
— d'orge.....	18 .. à 20 ..
Blé indigène.....	20 75 à 23 50
Seigle.....	14 75 à 15 75
Escourgeon.....	15 50 à 16 25
Orge.....	15 .. à 16 ..
Avoina noires.....	20 .. à 20 50
— toutes sortes.....	17 .. à 19 75
Sarrasin.....	17 .. à 18 ..
Issues: Sons gros.....	11 50 à 12 ..
— fins.....	10 50 à 11 ..
— Recoupées.....	10 50 à 11 ..
— Remoulages.....	13 .. à 14 ..
Minette.....	31 .. à 32 ..
Farine seiche.....	28 .. à 31 ..
Chenevis.....	29 .. à 32 ..
Millet blanc.....	31 .. à 32 ..
Millet roux.....	18 .. à 20 ..
Alpiste.....	28 .. à 31 ..
Maïs.....	12 50 à 13 50
Colza.....	11 .. à 13 ..
Petit blé.....	27 .. à 28 ..
Troite incarnat.....	45 .. à 55 ..
Luzerne de Provence.....	125 .. à 140 ..
— du Pottou.....	75 .. à 80 ..

FOURAGES EN GARE

On cote sur wagon, par 520 kil.

Foin, 1 ^{re} qualité.....	38 .. à 45 ..
— 2 ^e qualité.....	33 .. à 31 ..
Luzerne, 1 ^{re} qualité.....	34 .. à 40 ..
— de 2 ^e qualité.....	22 .. à 24 ..
— de seigle pour l'industrie.....	32 .. à 32 ..
— ordinaire.....	22 .. à 25 ..
— d'avoine.....	18 .. à 20 ..

Pour les marchandises en gare, les frais de déchargement, d'entre et de camionnage sont à la charge de l'acheteur.

PÉTROLE

Prix fermement tenus:	
Disponible.....	40 .. à 48 ..
Livrable.....	40 .. à 48 ..
Essence de 700 à 710, disp.....	54 .. à 52 ..
— livrable.....	54 .. à 52 ..

On cote, au détail à l'hectolitre:

Pétrole raffiné disponible.....	39 .. à 40 ..
— livrable.....	39 .. à 40 ..
Marque Lucifère, prise à Paris ou Rouen:	
Disponible.....	40 .. à 48 ..
Livrable.....	40 .. à 48 ..
Essence lavée disponible.....	37 .. à 38 ..
— livrable.....	37 .. à 38 ..

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

DECLARATIONS DE FAILLITES

Jugements du 7 août 1885

GUTH, ancien maître d'hôtel, boulevard St-Germain, 60.
Juge-commissaire, M. Pillois.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-André-des-Arts.

LOGEAS, tailleur, passage St-Bernard, 24.
Juge-commissaire, M. Eschbacher.
Syndic provisoire, M. Mercier, 8, boulevard St-Michel.

RIEBOURG, entrepreneur de serrurerie, rue Denoyez, 20.
Juge-commissaire, M. Goy.
Syndic provisoire, M. Chevillot, 7, rue Jean-Lantier.

TROCHÉ, négociant en vins, rue Caplat, 4.
Juge-commissaire, M. Pillois.
Syndic provisoire, M. Châte, 7, boulevard St-Michel.

LEGRAND, entrepreneur de travaux publics, à Romilly, rue de la République, 20.
Juge-commissaire, M. Pillois.
Syndic provisoire, M. Châte, déjà nommé.

NOBLE, entrepreneur de maçonnerie, avenue de Versailles, 160.
Juge-commissaire, M. Pillois.
Syndic provisoire, M. Ozé, 2, rue Christine.

PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE:

M. Jerg, rue de Montreuil, à Pantin et Mlle Monod, même rue. — M. Annes, rue de Valenciennes, 72 et Mlle Salie, même rue. — M. Brouder, rue Contogon, 4 et Mlle Tessier, rue de Rennes, 81. — M. Bernard, rue Servandoni, 15 et Mlle Dag, même rue. — M. Dary, rue de Buci, et Mlle Sauter, même rue. — M. Bartholémy, bd Montparnasse, 14 et Mlle Barot, même bd. — M. Cachu, bd Saint-Germain, 131 et Mlle Cramer, même rue. — M. Pascol de Lauchère, rue Stanislas, 8 et Mlle Puy, rue Milton, 8. — M. Béringier, rue de Sévres, 105 et Mlle Fiquet, à Chevreuse. — M. Rochlin, rue Luxemburg, 38 et Mlle Rochlin, à Montbéliard. — M. Herault, rue Sorbette, 9 et Mlle Lezard, rue de Valenciennes, 4. — M. Pardin, rue Guénégaud, 18 et Mlle Quidant, rue de Calais, 4. — M. Band, rue N.-D.-des-Champs, 115 et Mlle Amy, à Versailles. — M. Wahl, rue de Valenciennes, 18 et Mlle Loubet, rue des Saints-Pères, 43. — M. Lébri, rue Bellevue, 17 et Mlle Vve Debout, rue Grande-Chaumière, 3. — M. Boilel, rue Clément, et Mlle Bodanier, av. de Clichy, 88. — M. Gagg, rue Saint-Dominique, 108 et Mlle Durand, même rue.

DÉCÈS

6 AOUT 1885

Premier arrondissement. — M. Gillet, 46 ans, rue de l'Arbre-Sec, 3. — M. Wagner, 44 ans, égl. Madeleine.
Deuxième arrondissement. — Mme Henriot, 41 ans, rue des Petits-Champs, 64. — M. Mideau, 42 ans, rue du Calvaire, 35.
Troisième arrondissement. — Mme Rey, 33 ans, rue Lévis, 9. — M. Valissaire, 14 ans, rue du Perche, 12.
Quatrième arrondissement. — Mlle Bidard, 72 ans, bd Bourdon, 1.
Cinquième arrondissement. — Mme Alard, 42 ans, bd Port-Royal, 81. — Mme Poussard, 59 ans, rue Valdele, 3.
Sixième arrondissement. — M. Mérieux, 41 ans, rue Bonaparte, 54. — M. Coly, 36 ans, rue de Condé, 6.
Septième arrondissement. — Mme Morin, 32 ans, rue de l'Exposition, 18.
Huitième arrondissement. — M. Valais, 14 ans, bd Malesherbes, 62.
Neuvième arrondissement. — M. Venot, 50 ans, rue Saint-Lazare, 92.
Dixième arrondissement. — M. Fourneau, 54 ans, rue Rocey, 3. — M. Fournier, 20 ans, rue Bichat, 4.